

31^{eme} anniversaire de l'ADEMA ASSOCIATION : « Mali, la nation en question »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 07 DECEMBRE 2021

990

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Realpolitik ou cynisme

Quand la France vend des armes aux Émirats arabes-unis



Attaque barbare de Songho : Des manifestations programmées pour le week-end



2^{eme} assemblée générale de l'alliance APL : De fortes recommandations attendues !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 Déc. 2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

823

Nouveaux cas confirmés

56

Nouveaux guéris

23

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

78 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
19 cas graves en soins intensifs
610 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

17 971

Guéris

15 321

Décès

618

dont 1114 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.18



P.28



/ Une /

Realpolitik ou cynisme : Quand la France vend des armes aux Émirats arabes-unis

P.5

/ Brèves /

Lutte contre l'insécurité : "L'armée malienne doit revoir sa stratégie"

P.12

Attaque terroriste contre les forains à Sanogo : Bilan provisoire 31 corps calcinés, 18 blessés

P.12

Stabilisation des prix de la farine et du pain : Le département du Commerce toujours à la recherche de consensus avec les acteurs

P.13

Prise de contact dans les nouvelles régions : Le ministre de l'Administration Territoriale à Niolo du Sahel

P.13

Œuvres sociales du Président de la Transition : Six forages pour Koutiala et certaines communes

P.14

L'Instance de coordination Mali-Sécurité Intérieure : Pour améliorer la coopération entre les Forces de sécurité du Mali et leurs partenaires

P.14

/ Actualité /

Attaque barbare de Songho : Des manifestations programmées pour le week-end

P.16

Droits de l'Homme : Les Points focaux de la Police Nationale à l'école de l'IDDH

P.17

Journée Internationale du Volontariat : La 2ème Cohorte du Service National des Jeunes galvanisée par le ministre Ag Attaher

P.18

Campagne nationale des 16 jours d'activisme Mali 2021 : Formation de 20 jeunes sur la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) et la lutte contre les (VBG)

P.19

Formation et Retraite des cadres de Direction de l'APEJ 2021 : Le Ministre réaffirme le rôle incontournable de la structure

P.20

Assises sur les crimes économiques et financiers : La mère du rappeur King KJ et son complice condamnés à 5 ans de réclusion criminelle !

P.22

Autosuffisance alimentaire et développement : La solution par le coton malien ?

P.23

/ Politique /

2eme assemblée générale de l'alliance APL : De fortes recommandations attendues !

P.25

31eme anniversaire de l'ADEMA ASSOCIATION : « Mali, la nation en question »

P.27

Après la rencontre du Président de la Transition avec la classe politique : Le cadre du refus se rebiffe encore !

P.28

Gouvernement : Dr-Col Abdoulaye Maïga a la parole !

P.29

/ Culture & société /

Coxeurs devant les boutiques : Dans l'univers des rabatteurs

P.30

/ International /

Vladimir Poutine en Inde : Pour resserrer les liens et ménager les équilibres

P.32

Forum de Dakar : « Des discussions sans tabou sur la paix et la sécurité en Afrique »

P.33

/ Sport /

Ligue 1: Seko Fofana, un Éléphant qui monte énormément

P.35

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65



Philippe Poutou @PhilippePoutou
 Contrat de vente historique pour 80 Rafales. Vraiment pas de quoi être fier ! C'est scandaleux. Mais à l'image d'un capitalisme militariste affairiste et cynique. Faut interdire la vente d'armes et distribuer à la place médicaments et vaccins pour les populations des pays du sud.
 11:28 AM · Dec 3, 2021

Esther Bambassa @EstherBambassa
 D'un côté #Darmanin tape sur l'islam et de l'autre la France vend aux #Emirats 80 avions #Rafale et 12 hélicoptères Caracal. L'argent n'a pas de religion et le business de guerre est d'abord un business.
 11:45 AM · Dec 3, 2021

Yannick Jadot @yjadot
 La France nous fait honte quand elle arme des régimes autoritaires qui méprisent les droits humains et dont la richesse s'est bâtie sur les énergies fossiles. La France rayonnera quand sa politique étrangère sera exemplaire dans la lutte pour la liberté et la justice climatique.

Realpolitik ou cynisme | Quand la France vend des armes aux Émirats arabes-unis

Dans son ouvrage, *Diplomatie*, publié en 1994, l'ancien Secrétaire d'État américain, Henry Kissinger écrivait ceci : « Dans l'histoire, les nations ont recherché la satisfaction de leur intérêt égoïste plus souvent que l'application de [...] nobles principes, et se sont posées en rivales plus souvent qu'elles n'ont coopéré. Rien n'indique que ce comportement séculaire ait changé, aucun indice n'annonce sur ce point de transformation notable dans les prochaines décennies ».

Un tel constat, hélas, se vérifie dans l'actualité quotidienne internationale. Vendredi dernier, les médias français ont annoncé la signature d'un contrat d'achat d'armes entre la France et les Émirats arabes unis. Sur son compte Twitter, le président Emmanuel Macron, a déclaré « Avec les Émirats arabes unis, nous scellons aujourd'hui la vente de 80 avions Ra-

fale et 12 hélicoptères Caracal. En confiance, nous agissons ensemble pour notre sécurité». Montant de la transaction : « 17 milliards d'euros pour l'ensemble du contrat » selon Le

Monde. Pourtant, des experts onusiens et plusieurs associations humanitaires ont mis la France en garde sur sa volonté de fournir des armes





aux Émirats, car celles-ci seraient utilisées dans la guerre au Yémen. Pour rappel, ce conflit dure depuis 7 ans avec un bilan macabre de de 6 660 à 12 000 morts ; 10 768 blessés et 4 millions de déplacés internes, au moins.

Dans le même temps, on ne l'a pas dit assez, les Émirats arabes unis - à l'instar du Qatar et de l'Arabie Saoudite - sont soupçonnés de financer et armer le terrorisme qui endeuille, aussi, les pays du Sahel. Autrement dit, il ne serait pas étonnant qu'un jour, les terroristes soient capturés ou tués, arme française en mains. Encore que les pétromonarchies du golf ne sont pas des exemples en matière de droits humains.

Mais, pour Emmanuel Macron tout ceci est secondaire. Le plus important, c'est que ce « contrat historique » est profitable économiquement à la France. Ces armes, selon le président français, « créent de l'emploi en France, parce qu'ils seront produits en France. Et ils

permettent de financer l'économie française. Donc, c'est bon. C'est très bon pour la France ». Allons comprendre. Le cynisme a l'état pur ! Pourtant, l'une des raisons pour lesquelles la France s'oppose à la venue des russes au Mali,

serait le peu de considération qu'ils réservent aux droits de l'homme. Qu'en est-il des principaux clients de la France en matière d'armement ? C'est-à-dire, les monarchies du golfe.

On l'aura compris, la France redoute simplement de perdre son influence en Afrique au profit des russes. Or, pour les peuples africains et celui du Mali en particulier, le plus urgent est de retrouver la paix. Le « contrat rafale » conclu par la France prouve à combien les États n'ont que des intérêts. Espérons que les dirigeants africains sauront défendre ceux de leurs pays. Quitte à fâcher des néo-colonisateurs qui ne se gênent pas de les déstabiliser et de les salir ! Il est temps que la boussole de l'action politique africaine, soit l'intérêt national, envers et contre les forces impérialistes.

Malik Wogo



An advertisement for malikile.com. The background is white with the logo "malikile.com" in large black letters. Below the logo, it says "La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !". In the foreground, a smartphone displays a news article from Malikié. The article title is "MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER". The date on the phone is "74".

■ Primature du Mali



Le Premier ministre lance la 22ème session ordinaire de l'assemblée générale ordinaire de la chambre consulaire régionale de l'UEMOA.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M.Choguel Kokalla Maïga a présidé, ce lundi 6 décembre 2021, la 22e session ordinaire de l'assemblée générale ordinaire de la chambre consulaire régionale de l'UEMOA.

Dans son allocution, Choguel Kokalla Maïga a rendu hommage aux acteurs du secteur privé qui ont donné la preuve de leur patriotisme. « sans l'engagement sans faille du secteur privé, notre pays aurait pu se retrouver en rupture d'approvisionnement des produits de premières nécessités. Le secteur privé reste partenaire privilégié de l'État malien. », a-t-il reconnu.

Le Premier ministre a rappelé qu'au cours des dernières années, le Gouvernement a pris des mesures qui ont permis de jeter les bases d'une croissance solide et d'une inflation maîtrisée. La Transition, pour le Premier ministre, ne consiste pas à juste changer une équipe par une autre, pour qu'elle réussisse, elle doit tenir compte des conditions de sa survenue. Il a évoqué les avancées obtenues dans l'exécution des chantiers prioritaires du Gouvernement à savoir : la lutte contre la corruption et l'impunité, les réformes politiques et institutionnelles (tenue prochaine des Assises Nationales de la Refondation)..

« À la fin des Assises, le Gouvernement reviendra vers le Peuple avec un nouvel agenda », a conclu le Premier ministre.
CCRP/Primature



■ Housseini Amion Guindo - POULO

REMERCIEMENTS AUX MALIENS ÉTABLIS AU BURKINA FASO

Pendant que les entrailles du Mali étaient frappées par l'horreur, je me trouvais au pays frère et ami du Burkina pour échanger avec nos compatriotes sur la crise multidimensionnelle que traverse notre pays. Ensemble, nous avons tenu à prier pour le repos de l'âme de toutes les victimes du terrorisme. Je suis convaincu que la similitude de nos problèmes exige de nous une réponse commune des peuples et des gouvernants.



Ce moment d'échanges avec nos compatriotes qui vivent dans l'angoisse a été mis à profit pour parler à coeur ouvert des problèmes de notre pays, mais également de dégager ensemble des pistes pour une sortie rapide de crise avec comme seul dénominateur, l'union sacrée.

J'ai été particulièrement impressionné par la solidarité, l'engagement et la richesse d'idées de nos compatriotes du Burkina.

Mes remerciements vont au Haut conseil des Maliens de l'extérieur, à l'Amicale des fonctionnaires internationaux maliens, Gina dogon, Tabital Pulaku, la section Codem et à l'ensemble de nos compatriotes vivant au Burkina pour leur mobilisation.

Ma disponibilité et ma détermination pour le Mali ne feront jamais défaut, inch'Allah.

Vivement la prochaine fois !



■ FIGARO DU MALI



Camarades Militants et militants, Combat-tants de la justice et de la liberté, les autorités de la transition ont entamé depuis un certain temps la négation et la privation des libertés démocratiques chèrement acquis par la victoire sur les forces rétrogrades de l'UDPM et de leurs complices.

Aujourd'hui le régime de la transition s'est engagé dans la restauration de l'ordre ancien par des pratiques et attitudes dignes des années de plomb du CMLN et des dictatures fichistes qui ont sévi au MALI et en . Avec une justice aux ordres nous assistons à l'interpellation intempestive de citoyens honnêtes, quand des criminels sont réhabilités malgré la gravité de leurs forfaits.

L'interpellation par la gendarmerie de notre camarade Oumar Mariko, Président du parti SADI dans ces conditions reste pour nous l'expression du mépris et de la haine que nos autorités nourrissent à l'encontre de toutes organisations ou de personnes critiques de leur incompétence et cécité politique.

La direction du parti SADI et ses militants et sympathisants protestent avec la dernière vigueur contre l'interpellation fracassante de leurs camarades Oumar Mariko et Aboubacar Camara et appellent les autorités à la retenue et à la protection des droits et libertés de tous les citoyens de la république.

Bamako, le 06 Décembre 2021

Le Bureau Politique



Renouveau FM/TV



Interpellé pour injures grossières et enregistrement illégal, Dr Umar Mariko vient d'être placé en garde à vue.



Hamidou SAMPY



La guerre asymétrique !!!
La nouvelle hécatombe de Bandiagara nous rappelle et nous interpelle que la guerre que nous avons dans nos murs n'a rien de religieux ou de rationnelle, le mode opératoire n'est pas malien. Ouvrons les yeux, ce n'est ni une question de régime ou d'hommes, c'est toute la nation qui est attaquée si on continue à s'accuser mutuellement l'ennemi gagnera en crédibilité et en terrain et redoublera d'ardeur dans le macabre ! Unissons-nous et rapidement sinon on va assister à l'irréparable !
D'où vient cette volonté soudaine pour ces acteurs de rééditer ces hécatombes et souvenir macabre que nous avons connus à partir ogossagou ?

Pourquoi l'escalade maintenant ?

Est ce que des maliens peuvent faire ces comportements cyniques à d'autres maliens si oui pourquoi ?

Une fois les réponses à ces interrogations trouvées, nous serons à même de comprendre ce qui nous arrive.

Aujourd'hui c'est possible demain ce serait trop tard !

Hamidou Sampy communicant



Financial Afrik



Le groupe Ecobank a nommé Jubril Mobolaji Lawal au poste de directeur général d'Ecobank Nigeria et directeur exécutif régional à l'issue d'un processus de sélection très contesté, qui comprenait à la fois des candidats internes et externes. Il devra succéder à Patrick Akinwuntan, dont le départ à la retraite est prévu en janvier 2022.



Radio Guintan



Menaka: des tirs d'obus contre le camp.
Ce jour 06/12, 05h50 des tirs d'obus ont été entendus contre le camp FAR .



"Gao : des éléments de la CMA tués chez eux.
Dans la nuit du 04 au 05/12/21, Ehya Ag Mosa (un chef local du HCUA/CMA) et 04 de ses combattants ont été tués dans l'attaque de leur lieu de repos près du site d'orpaillage de Intahaka par des hommes armés...



Horon-Tv



#PhotographyByMalick : Cérémonie de signature d'adhésion de regroupements d'associations et partis politiques au sein de la plateforme "Retrouvons ce qui nous unit".
C'était samedi 04 décembre 2021 au siège du #PDES (Parti pour le développement économique et la solidarité).
Nous y reviendrons...



Courrier international



Ce samedi, des milliers de Serbes ont bloqué deux heures durant les ponts et les principaux axes routiers dans plus de cinquante localités du pays, protestant contre un projet d'extraction de lithium par le géant minier anglo-australien Rio Tinto, relate la presse nationale.



Africa Foot Image



Amadou Haidara est « l'un des meilleurs candidats » pour Manchester United en janvier. Rangnick a de bons liens avec son club, ainsi qu'avec l'agence qui le représente. Mais on ne sait pas si Leipzig sont intéressés en vente



Larmes des pauvres



#Mopti Ce 6/12 depuis 10h, une vaste opération de l'armée #Mali-enne serait en cours dans la commune de #Doucombo et précisément à #Déguembéré dans le cercle de #Bandiagara. Opérations terrestres et aériennes, plusieurs frappes ont été effectués.
De #Bandiagara à #Niono via #Djenné et #Ké_Macina, la création

des milices en 2018 est à l'origine de: renforcement des djihadistes, l'affaiblissement de l'État et aux massacres des populations.

@maliactu
 @YGuichaoua
 @adam_sandor
 @aurelientobie
 @UN_MINUSMA

Si la crise sécuritaire a été la cause de la fermeture d'une écrasante majorité des écoles des régions du centre et du nord, le non paiement des salaires des enseignants paralyse l'école #Mali-enne depuis ce 26 décembre.

@DedeouSidibe

■ Demba Diop



Un des conseils que j'aurais voulu avoir il y a vingt ans c'est que ce ne sont pas nos compétences, ni connaissances encore moins notre savoir-faire qui importent. C'est notre savoir-être qui prime sur tout. Le respect et l'humilité ouvrent les portes et les conservent ouvertes.

■ Mamadou Ismaila KONATE



Veillons à ce que nos paroles, nos gestes et nos attitudes n'en rajoutent à la douleur d'une nation tourmentée, que le deuil qui nous frappe ne nous conduise à plus de désespoir vers le désarroi. Prions pour la mémoire des martyrs ! #Mali #MassacreDePopulations #Crime #Solidarite

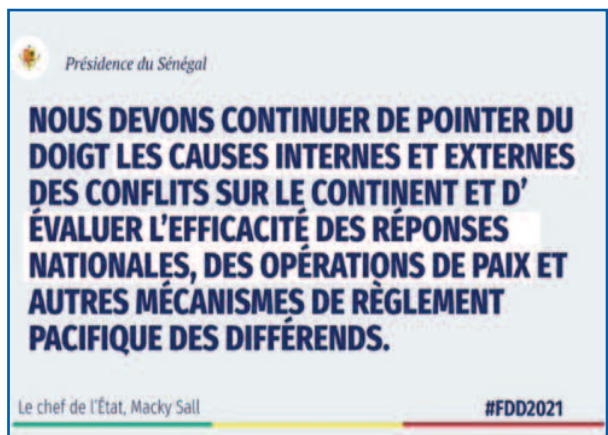


Tidiane Ouédra

■ Macky Sall



Responsabilité nationale, solidarité internationale et sécurité collective ; cela veut dire que la paix et la sécurité en Afrique sont parties intégrantes de la paix et de la sécurité du monde. #FDD2021



Je tiens à remercier chaleureusement nos hôtes de marque, qui ont bien voulu honorer de leur présence cette 7e édition du @DakarForum sur la paix et la sécurité en Afrique, malgré leurs agendas chargés. Je vous souhaite la bienvenue et un agréable séjour au Sénégal. #FDD2021



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampile@gmail.com

Site : www.malikile.com

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



Lutte contre l'insécurité : "L'armée malienne doit revoir sa stratégie"



Plus de 30 civils tués, 17 autres blessés et un camion complètement calciné. C'est le bilan officiel d'une attaque armée perpétrée vendredi dernier (3 décembre 2021) par des individus non identifiés contre des forains. L'incident s'est produit à la gare de Songho, localité située à une dizaine de kilomètres de Bandiagara. Plusieurs organisations condamnent cette attaque et demandent « des actions vigoureuses pour sécuriser les populations ».

Un calme précaire régnait ce dimanche à Songho, deux jours après l'attaque qui a coûté la vie à 31 civils. Les habitants de la localité disent être toujours sous le choc. Certains d'entre eux se disent rassurés par le ratissage effectué par l'armée malienne dans la zone. « Toutes les mesures seront prises pour arrêter et punir les auteurs de cet acte ignoble et tragique », rassurent les autorités de la Transition. Celles-ci présentent aussi leurs condoléances aux familles endeuillées. Un deuil national de trois jours a été décrété par le Président de la Transition, à partir de ce dimanche 5 décembre 2021. L'objectif est de rendre hommage aux victimes.

Le mouvement pour la sauvegarde des droits de l'Homme condamne cet acte, qu'il juge "horrible et d'une atrocité sans précédent". L'organisation dit apporter son soutien « aux forces armées maliennes contre les forces obscures ».

La MINUSMA, quant à elle, appelle à une mobilisation accrue pour la stabilisation du Centre du Mali. Son chef El Ghassim Wane réaffirme « l'engagement de la mission onusienne au Mali à œuvrer davantage pour la protection des populations civiles ».

La peur de l'insécurité fait fuir des habitants de Tassiga

Ces événements surviennent alors que des dizaines de familles ont fui la commune rurale de Tassiga pour se rendre à Ansongo, dans la région de Gao. Des hommes armés non identifiés ont fait irruption vendredi 3 décembre dans la localité. Ils ont sommé les populations de quitter la commune sous peine des représailles.

L'armée malienne doit revoir sa stratégie

« Il faut prioriser la protection des populations et non la lutte exclusive contre le terrorisme ». C'est ce que recommande Ibrahim Maiga, chercheur indépendant sur les questions de paix et de sécurité au Sahel. Pour M. Maiga, ces pics de violences au centre du pays sont habituels, d'où la nécessité pour l'armée malienne de changer de stratégie.

Source : STUDIO TAMANI

Attaque terroriste contre les forains à Sanogo : Bilan provisoire 31 corps calcinés, 18 blessés



Le terrible incident s'est passé le vendredi, 03 décembre 2021 vers 12H45 selon les sources locales.

En effet, un camion de transport sur la route de Songo (cercle de Bandiagara), à 1km de la RN15 et 10km en allant vers la ville de Bandiagara, a été victime d'une attaque dont le bilan provisoire est macabre 31 corps calcinés, 18 blessés selon les sources locales. Les corps calcinés ont été enterrés sur place par les secours de la Direction Régionale de la Protection Civile de Mopti, en présence du Maire de la Commune rurale de Songo.

Après l'incident, la gendarmerie de Bandiagara a dépêché une équipe sur place. Les opérations de secours ont été coordonnées par le commandant de Compagnie des sapeurs-pompiers de Mopti, LCL Namaké Dembélé DRPC Mopti.

Après incident, des condamnations tombent en masse. Le Président d'Honneur de l'ADP – MALIBA, M. Aliou DIALLO, dans une déclaration sur sa page Facebook, condamne avec la dernière énergie cet acte barbare et ignoble commis sur des populations maliennes tout en demandant l'ouverture d'une enquête pour identifier et arrêter les coupables afin de les traduire devant la justice.

"J'ai été profondément choqué par l'attaque lâche et barbare contre des civils entre Songho et Bandiagara ayant occasionné la perte d'une trentaine de vies innocentes. Je présente mes sincères condoléances aux familles durement éplorées et à l'ensemble de la Nation. Je prie pour le repos des âmes arrachées à notre affection", a déclaré M. Moussa Mara.

N'ayant plus de force pour attaquer l'armée malienne, les terroristes s'attaquent ces derniers temps aux populations en les obligeant à signer des accords de non-agression, en brûlant les récoltes et pis, les attaques de ce vendredi a coûté la vie à plusieurs dizaines de personnes. Cette situation interpelle les FAMa ainsi que leurs partenaires à changer de stratégies, afin de mettre fin à ce banditisme qui freine le développement socio-économique et le vivre-ensemble au Mali.

Bréhima DIALLO / Source : 22 Septembre

Stabilisation des prix de la farine et du pain : Le département du Commerce toujours à la recherche de consensus avec les acteurs



Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, a présidé le vendredi 3 décembre dernier dans l'après-midi, les travaux du Conseil National des Prix (CNP). C'était dans la salle de conférence de son cabinet, en présence de l'ensemble des membres du Conseil National des Prix. Cette session était consacrée à l'examen et à la validation de la structure des prix de la farine et du pain, afin de dégager un prix consensuel de ces deux produits, objets d'un protocole d'accord entre le Gouvernement et les acteurs de cette filière. Après environ 6 heures d'horloge de débats intenses entre le ministre de l'Industrie et du Commerce et les acteurs de meuniers et les boulangers dans l'optique de trouver un prix consensuel de la farine et du pain, malheureusement aucun consensus n'a été trouvé. Donc les discussions vont se poursuivre jusqu'au jeudi prochain.

A l'ouverture des travaux, le ministre Mahmoud Ould a indiqué que la présente session se tient dans un contexte caractérisé par des facteurs exogènes et endogènes qui impactent négativement l'approvisionnement de notre pays, provoquant du coup une flambée des prix à la consommation de la plupart des produits de première nécessité.

Le ministre a par ailleurs, fait savoir que lorsque le Gouvernement accorde des subventions à la consommation, en exonérant les droits et taxes au cordon douanier, ces mesures peuvent avoir trois (3) effets : diminuer effectivement le prix du produit si les droits et taxes exonérés dépassent le niveau de hausse enregistrée sur le prix du produit ; stabiliser le prix du produit au cas où les droits et taxes exonérés viennent à compenser le niveau de la hausse et atténuer la hausse du prix du produit au cas où les droits et taxes exonérés n'arrivent pas à compenser l'augmentation de la hausse intervenue sur le prix du produit.

En exécution de ces mesures, selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, il est fixé pour chaque produit un prix indicatif plafond obtenu à partir d'une structure de prix élaborée par les services techniques. Le

Prise de contact dans les nouvelles régions : Le ministre de l'Administration Territoriale à Nioro du Sahel



Le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, désormais porte-parole du Gouvernement, le Colonel Abdoulaye Maïga, a effectué une visite dans la région de Nioro du Sahel, le vendredi, 3 décembre 2021.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une tournée qu'il a entreprise dans toutes les régions administratives nouvellement créées dans notre pays. C'est dans un objectif de recenser les difficultés d'une part et d'autre part de s'enquérir du niveau de l'évolution de ce processus.

Il est à noter que les régions nouvellement créées sont dans la phase progressive de l'effectivité.

A Nioro, le ministre Maïga a fait d'une pierre deux coups. En effet, il s'est rendu dans la famille du Chérif de la localité pour présenter les condoléances du Gouvernement à ce dernier, suite au décès de son fils. C'est à bord d'un avion militaire immatriculé TZ-21T que le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation s'est rendu dans ville sainte avec une délégation restreinte qui l'accompagnait.

Il a été accueilli à sa descente d'avion à l'Aéroport de Hamaoula de Nioro de Sahel par le Gouverneur de région et de l'aide de camp du guide spirituel, le Chérif, adjudant Oumar Diallo.

Le Colonel Abdoulaye Maïga s'est entretenu avec les représentants de l'Etat de cette nouvelle région.

Seydou Diamouténé / Source : 22 Septembre

Le prix indicatif plafond est le plus souvent un prix consensuel entre les opérateurs économiques bénéficiaires et les membres du Conseil National des Prix, un organe consultatif créé auprès du ministre chargé du Commerce pour suivre l'évolution des prix des produits et services en vue de proposer toutes mesures visant à la maîtrise des prix, a-t-il expliqué. Avant d'inviter les membres du CNP à une participation positive à cet exercice, afin de parvenir à un prix consensuel compatible avec le pouvoir d'achat des consommateurs et qui garantit la viabilité de l'activité économique des meuniers et des boulangers.

A.M. Touré / Source : 22 Septembre

Œuvres sociales du Président de la Transition : Six forages pour Koutiala et certaines communes

Dans le cadre des œuvres sociales du Président de la Transition, la conseillère spéciale du Président de la Transition, le Colonel Assan Ba Diallo, accompagnée du chef de cabinet du Président de la Transition, Oumar Traoré, a procédé dimanche à la remise de six forages équipés en présence du Gouverneur de la Région de Koutiala, le Général de Brigade Abdoulaye Cissé. Les sites bénéficiaires sont la mosquée Elhadj Ibrahim Diarra dit Karamoko Djeman à Hamdallaye marché, le village de Famoussasso et celui de Koumbri, dans la Commune de Yognoko, l'École CED de N'Golokouna, dans la Commune de Nampé, le village de Signé-Debala, dans la Commune urbaine de Koutiala et le village de Niessoumana, dans la Commune de Fakolo.

Dans son mot de remerciements, le Maire de la Commune urbaine de Koutiala, Oumar Bah Dembélé, a salué ces œuvres qui, selon lui, sont une illustration incontestable des activités de mise en œuvre des Objectifs de développement durable, tant elles contribuent fortement à soulager les populations. «Les populations de la Commune urbaine de Koutiala, par ma voix, expriment toute leur reconnaissance et leur profonde gratitude au Président de la Transition pour sa magnanimité et son altruisme avérés», a salué l'édile. De son côté, l'imam Ibrahim Diarra a fait des bénédictions pour le Mali et pour le généreux donateur, le Co-



lonel Assimi Goïta, Président de la Transition, chef de l'État. Pour sa part, le Gouverneur, le Général de Brigade Abdoulaye Cissé, a au nom des populations de Koutiala et des communautés bénéficiaires exprimé sa joie immense, sa reconnaissance au Président de la Transition. « Celui qui vous donne de l'eau contribue à améliorer substantiellement vos conditions de vie tout en soulageant les femmes et les enfants de la corvée régulière de l'eau, et éviter certaines maladies liées à la consommation d'une eau impropre », a souligné le Gouverneur de la région. Il a salué la célérité et la diligence avec lesquelles les travaux ont été réalisés, ce qui démontre la volonté du Président de la Transition de répondre favorablement aux préoccupations des populations. Enfin, le Général de Brigade Abdoulaye Cissé a invité les populations et les communautés bénéficiaires à prendre grand soin de ces équipements de manière à assurer leur utilisation pérenne.

Ibrahim Dembélé / Amap-Koutiala / Source : L'ESSOR

L'Instance de coordination Mali-Sécurité Intérieure : Pour améliorer la coopération entre les Forces de sécurité du Mali et leurs partenaires

L'Instance de coordination Mali-Sécurité Intérieure (ICM-SI) est un cadre mis en place afin de coordonner les actions entre les Forces de sécurité du Mali et leurs partenaires internationaux. Mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU, elle démontre notamment l'étendue de la coopération de la MINUSMA avec les FSM sur de nombreux sujets liés à la sécurité.

Le 23 novembre 2021 dernier, au Quartier général de la Mission des Nations Unies au Mali, s'est tenue la sixième réunion de l'ICM-SI. Présidée par la Commissaire de la Police de la MINUSMA (UNPOL), la Générale de division Patricia BOUGHANI, elle a enregistré la participation de plusieurs représentants des FSM, issus de la Police nationale, la Protection civile, la Gendarmerie nationale et de la Garde nationale, ainsi que de la Mission d'EUCAP-SAHÉL Mali (Mission de soutien de l'union Européenne aux capacités de sécurité intérieure maliennes), le représentant de l'Ambassade de France et les différents piliers de la composante police UNPOL. En ce qui concerne la sécurisation des élections, 1588 éléments des Forces de sécurité du Mali (FSM) dont 287 femmes ont été sensibilisés à l'occasion de formations générales. De façon plus ciblée, 21 formations ont été dispensées au profit de 247 FSM dont 28 femmes et, huit formations de formateurs ont impliqué 73 FSM dont 11 femmes. La Commissaire BOUGHANI a introduit l'apport de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) au Mali dans le cadre



de la formation des formateurs mais également, dans la mise en œuvre de l'exercice interministériel, avec EUCAP Sahel Mali et UNPOL MINUSMA. Celui-ci a intégré 400 FSM le 03 octobre dernier, afin de conduire un exercice de simulation de prise d'otage dans un centre de vote. Le projet de guide électoral élaboré par UNPOL a également été soumis au ministère de la Sécurité et de la Protection civile et les différentes directions des FSM vont être de nouveau saisies afin de leur permettre d'y apporter leurs observations. Une partie importante de la réunion a également porté sur la situation sécuritaire au Centre et, un focus a été mis sur le nord-est plus particulièrement sur Ménaka. En effet, les FSM, supportées au Centre par 32 projets infrastructurels UNPOL, sur les 66 au total, ont insisté sur leur stratégie de déploiement d'effectifs et sur la création et/ou l'opérationnalisation d'unités en région. Enfin, la question du redéploiement des personnels féminins au Centre et au Nord a également été discutée. Ainsi, la construction de dortoirs par UNPOL, favorablement accueillie par les FSM, permettra de favoriser le déploiement des femmes des Forces de sécurité du Mali en région, tout comme le renforcement de la formation à leur profit.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Attaque barbare de Songho : Des manifestations programmées pour le week-end



Pour libérer le Mali du joug des terroristes, des Maliens de tous bords regroupés au sein d'Organisations politiques et associatives se sont donnés les mains pour organiser un meeting géant, suivi d'un sit-in, à compter du vendredi 10 décembre 2021 en contre-sommet au sommet de la CEDEAO prévu le dimanche 12 décembre prochain sur la situation au Mali.

Cette énième grande mobilisation a en effet été décidée en prélude au sommet des Chefs d'Etat de la CEDEAO, qui doit se tenir le dimanche 12 décembre prochain sur la situation au Mali. Selon les observateurs, l'issue de ce sommet est déjà connue : soit le Mali se plie à la volonté des chefs d'Etat d'organiser les élections, le 27 février 2022, pour l'élection d'un nouveau Président de la République, soit ils vont renforcer les sanctions contre le Mali. Des Maliens qui ne veulent pas avaler cette couleuvre ni accepter cette humiliation de la CEDEAO alors que le pays brûle, décident donc d'organiser des manifestations du vendredi au dimanche 12 décembre 2021 au Monument de l'indépendance. Ces manifestations sont organisées par les adeptes du chérif Bouyé de Nioro, le mouvement « Yerewolo Debout sur les Remparts », la CPM, les Organisations pro-

fessionnelles des commerçants et diverses autres associations de la société civile.

Le fil conducteur de ces manifestations est l'attaque lâche et barbare perpétrée contre un car transportant des civils. En effet, le vendredi dernier, les ennemis du Mali ont fait brûler un bus rempli de forains. Plus d'une trentaine de personnes, en majorité des femmes et des enfants y ont été tués calcinés, et ce malgré la présence des forces étrangères (Barkhane et MINUSMA) sur notre territoire.

Pour rappel, suite à cette attaque, le gouvernement de Transition a informé l'opinion nationale et internationale de cette attaque armée perpétrée contre un camion se rendant à la foire de Bandiagara, le vendredi 03 décembre 2021, dans la région de Bandiagara. « Des bandits armés non identifiés ont attaqué et incendié le camion transportant des forains à mi-chemin entre le village de Songho et la route bitumée. Le bilan établi fait état de 31 morts, 17 blessés et le camion calciné ».

Le gouvernement a aussi rassuré que des renforts, déployés dans le secteur, menaient un large ratissage pour traquer les auteurs. Et d'indiquer : « Le gouvernement de la Transition présente ses condoléances les plus attristées aux familles endeuillées et rassure les popu-

lations que toutes les mesures seront prises pour arrêter et punir les auteurs de cet acte ignoble et tragique ».

Le gouvernement du Mali saluait en outre les efforts déployés par les forces armées de défense et de sécurité du Mali (FAMa) dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes. Aussi, un deuil national de trois (3) jours en hommage aux victimes de cette attaque terroriste, à compter du dimanche 05 décembre 2021 à zéro heure, a été décrété par le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita.

Pour les organisateurs des manifestations programmées pour les 10, 11 et 12 décembre 2021 sur la Place de l'Indépendance du Mali, ces actes forts posés par le gouvernement ne suffisent pas, il faut un soutien large et massif manifesté à l'égard des autorités de la Transition face aux menaces de sanctions des chefs d'Etat de la CEDEAO.

Ces manifestations, combinées à la nouvelle posture adoptée par les terroristes, vont-elles amener les chefs d'Etat de la CEDEAO à revoir leur copie quant à la situation au Mali ?

■ Yama DIALLO

Droits de l'Homme : Les Points focaux de la Police Nationale à l'école de l'IDDH



La ville de Kita abritait un atelier de cinq (05) jours au profit des points focaux de la Police Nationale sur les questions des Droits de l'Homme. L'atelier, qui a pris fin le 03 décembre dernier, était organisé par la Direction Générale de la Police Nationale, en partenariat avec l'Institut Danois des Droits de l'Homme (IDDH). Cette formation visait à renforcer les capacités opérationnelles des policiers sur les Droits de l'Homme. Elle avait également pour but de fidéliser des fonctionnaires de police spécialisés sur les questions de Droit de l'Homme à la base.

Cet atelier a été bien accueilli par les policiers, car les fonctionnaires de police ont pendant très longtemps souffert du manque de formation et surtout de sensibilisation sur la question des droits de l'homme, toute chose ce qui a occasionné de nombreuses violations des Droits de l'Homme dans l'exercice de leurs fonctions. Ce qui a pour conséquence d'entraîner une rupture de confiance entre la police et les populations.

Dans le souci de donner du crédit aux actions de la police, et surtout pour ce qui concerne l'exercice de la police judiciaire, l'urgence d'une telle session de formation s'imposait

d'elle-même. En effet, la Police Nationale, à travers cette formation des points focaux dans les régions Kayes, Niéro et Kita entend redorer son blason sur les questions de violations de droits de l'homme et surtout en faire le principal levier dans la réussite de ses missions. Durant cinq (05) jours donc, la quinzaine de participants venus des régions citées plus haut ont échangé avec les facilitateurs sur tous les aspects des droits de l'homme en lien avec leurs missions quotidiennes. Des discussions en groupe de travail et des cas pratiques ont également été au menu des échanges.

Les points focaux désormais formés sur les questions de Droit de l'Homme et de Droit International Humanitaire (DIH) constituent aujourd'hui des viviers dans leurs localités respectives afin de partager les notions auprès des autres, mais aussi de veiller scrupuleusement à l'acceptation et à une mise en œuvre correcte par leurs collègues.

En effet, au terme des travaux de cet atelier, les participants sont désormais capables d'identifier toutes les générations de droit de l'homme, les personnes vulnérables lors de leur mission et de maîtriser les instruments juridiques essentiels en vigueur en la matière.

Ils vont aussi appliquer la gradation de la force lors des opérations de police et respecter les Droits de l'homme dans les opérations de police judiciaire.

Le coordinateur de la Formation, le Commissaire Principal Gaoussou KEITA, a tenu à affirmer l'importance qu'accordent les autorités au renforcement des capacités des hommes sur le terrain. Selon lui, « Cette session de formation est une session qui est arrivée à son heure, car il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés ».

Déjà à la cérémonie d'ouverture des travaux, qui a eu lieu le lundi 29 novembre 2021 à l'hôtel Nelson Mandela de Kita, le représentant du Directeur Régional de Police de Kita, le Commissaire Divisionnaire Mody TOUNKARA s'était réjoui de la tenue de cette formation dans sa localité, et avait tenu à exprimer toute sa gratitude aux autorités de la Police Nationale avant d'inviter les participants à plus d'assiduité.

■ Yama DIALLO

Journée Internationale du Volontariat : La 2^{ème} Cohorte du Service National des Jeunes galvanisée par le ministre Ag Attaher

Le ministre Mossa Ag Attaher a mis à profit la Journée Internationale du Volontariat pour aller visiter la 2^{ème} Cohorte du Service National des Jeunes (SNJ) en formation à Bapho, dans la région de Ségou. Ce jeune ministre, faut-il le souligner, est de ceux qui estiment qu'être ministre ne se limite pas à se plaire dans le confort d'un bureau climatisé, mais bien sûr d'être aussi sur le terrain le plus souvent pour voir, comprendre et instruire et servir. Cette visite rentrait dans ce cadre.

Sur place, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, a tenu à rendre hommage, à travers l'observation d'une minute de silence pour la mémoire du Soldat de 2^{ème} classe Younoussa Mamadou, N°Mle : 00 74 60, de la 2^{ème} cohorte du SNJ décédé au cours de la formation le 1er décembre 2021.

Avant d'indiquer : « Il y a exactement deux mois, le 05 octobre 2021, vous avez été mis en route sur Bapho pour la formation commune de base doublée de la formation civique. En ce jour 04 décembre, il m'est un agréable devoir de venir vous rendre visite pour m'enquérir du bon déroulement de la formation ».

Si cette 2^{ème} Cohorte du Service National des Jeunes comptait au départ, 700 éléments dont 200 personnels féminins. Aujourd'hui, elle compte 699 suite au décès du soldat de 2^{ème} classe Younoussa Mamadou. Et au lieu de 200, elle compte désormais 197 personnels féminins suite aux visites médicales d'arrivée. Preuve suffisante pour Mossa Ag Attaher pour affirmer que la sélection a été rigoureuse.

« D'ores et déjà, j'ai pu noter que vous vivez dans les commodités appropriées à la formation commune de base. J'ai pu noter que l'encadrement s'acquitte de sa mission avec loyalisme et professionnalisme. J'ai pu noter que l'esprit de corps a pris forme au sein des recrues. J'ai pu noter que les réflexes de sûreté et de sécurité se mettent en place », fera remarquer le ministre Ag Attaher.

Avant d'exhorter les jeunes, pour les quatre mois de formation qui reste à faire, au courage,

à l'abnégation, au don de soi, à redoubler d'effort et à faire preuve d'ingéniosité. « Je vous exhorte à un réarmement moral continu pour relever le défi. Je vous exhorte à poursuivre avec hargne et sagacité le travail entamé. Ce faisant, je vous exhorte à rester davantage discipliner tout en apprenant les rudiments du métier des armes avec civisme et détermination ».

Pour le ministre, les jeunes se doivent de cela, car celles et ceux qui n'ont pas pu être à leur place les regardent et les observent. « Montrez leur que, plus que personne, c'est vous et seulement vous qui devriez être aujourd'hui à cette place et en cet endroit. Montrez leur que vous remplissez les aptitudes en relevant les défis de cette formation et avec brio », fera savoir le ministre aux jeunes, non pas sans dire que le devenir du Service National des Jeunes est au bout de leur succès et de leur comportement dans la vie sociale.

« Comme vous le savez, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, compte sur les jeunes, leur enthousiasme et leur détermination à faire du Mali, le pays le beau, le chaud et le plus envié au monde. Travaillez dans ce

sens ». A l'encadrement, il dira ceci : « Je vous remercie pour tous les efforts consentis et je vous encourage de garder le cap afin d'atteindre les objectifs escomptés. Je voudrais dire que je tiens exceptionnellement à la qualité de la formation ».

Il a aussi tenu à remercier très solennellement le Commandant de la 2^{ème} Région militaire, le Chef de Corps du 26^{ème} Bataillon des Travaux du Génie, le Directeur du Centre de Formation Professionnelle de Bapho et le Directeur de l'Ecole des Sous-officiers de Banancoro pour tous les soutiens à la bonne marche de la formation de cette 2^{ème} cohorte du SNJ.

Remerciement élargi aux ministres de l'Economie et des Finances et de la Défense et des Anciens Combattants pour tout le soutien et tout l'accompagnement au profit de la présente formation. Il a partagé un repas de corps avec les jeunes recrues de cette 2^{ème} Cohorte du SNJ avant de prendre congé d'eux, non pas sans leur souhaiter bonne chance pour la suite de la formation.

■ Yama DIALLO



Campagne nationale des 16 jours d'activisme Mali 2021 : Formation de 20 jeunes sur la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) et la lutte contre les (VBG)



Dans le cadre de la campagne nationale des 16 jours d'activisme Mali 2021, un atelier d'information et de formation du réseau des jeunes engagés pour les masculinités positives (youthengage) dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) et les violences basées sur le genre (VBG) au sahel, ce samedi 04 décembre 2021 au siège de l'IMAF à Baco Djiroronni. L'atelier « YouthEngage Mali » proposé dans le cadre des 16 Jours d'activisme vise le renforcement des acquis réalisés par le Réseau MenEngage Mali depuis 2016. Cette initiative conjointe du GROUPE IMAF et du Centre Kasoum Coulibaly (CKC) permettra de renforcer le Réseau YouthEngage Mali donc (10 femmes et 10 hommes) afin de leur faire jouer pleinement leur rôle d'ambassadeurs défenseurs

des Droits des Femmes et des Filles dans le contexte des ALPC afin qu'ils puissent influencer les décisions des autres hommes et garçons, les comportements collectifs et d'agir en première personne pour juguler la tendance vers l'implication dans les groupes d'hommes/garçons et des leaders religieux dans leurs communautés pour l'abandon des VBG/PN/ME et la paix et la sécurité au Sahel. Selon la conférencière Commandant ANDREA KONE du CNLPAL , il y a deux décennies, le contrôle des armes légères et de petit calibre était presque totalement absent du champ de réflexion de la communauté internationale. Ce sont les armes de destruction massive (armes nucléaires, biologiques, chimiques) qui faisaient l'objet d'une attention particulière à ce niveau. Cependant, de nos jours, ces armes lé-

gères et de petit calibre, apparaissent plus dangereuses et plus meurtrières à cause de leur disponibilité et de leur coût accessible pour tous. La prolifération des armes prolonge les conflits, les rend plus violents et en empêche la résolution. Elle nuit au respect du droit international humanitaire, menace les gouvernements légitimes, favorise le terrorisme, entretient la criminalité organisée et transfrontalière.

Elle affecte plus les jeunes hommes qui représentent plus de la moitié de la population malienne. Parallèlement à ces conflits armés internes, la période est propice à une recrudescence du grand banditisme et de la grande criminalité transfrontalière en Afrique. Pour beaucoup de groupes de gangs et de bandits de tout genre, l'exercice de la violence était

devenu le gagne-pain. Partout des citoyens ordinaires s'organisent pour assurer leur auto défense collective ou individuelle, aggravant ainsi l'accumulation et le débridement du port d'arme au niveau des populations.

Ajout 'elle qu'au Mali, la prolifération des armes légères et de petit calibre s'est aggravée avec les offensives lancées par les mouvements armés dans le nord du pays à partir de Janvier 2012. Le Plan d'Action National, élaboré par la CNLPAL, constitue aujourd'hui un outil pertinent qui vient à point nommé pour soutenir les nombreuses actions déjà entreprises par l'État et les personnes engagées pour construire une paix durable. Cet outil de travail doit faire l'objet d'une utilisation judicieuse pour permettre de se débarrasser de toutes les armes légères de petit calibre illégalement détenues par les populations civiles, militaires et paramilitaires et surtout les jeunes.

Pour le Président d'IMAF M Kassoum Coulibaly, l'atelier rentre dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions du CNLPAL et vise l'intégration du Genre et des masculinités positives dans la lutte contre les ALPC dans le cadre du suivi de l'atelier de formation sur le contrôle des armes légères intégrant la dimension genre tenu à Bamako (Mali) du 06 au 08 Septembre 2021 avec l'UNREC. Cette intervention de l'activité YouthEngage Mali sera menée à travers les approches suivantes : la dotation du Réseau de capacités humaines et techniques aux niveaux national, régional, local et communal à travers les Réseaux déconcentrés. Aussi, il sera mis en place l'« Académie YouthEngage Afrique » comme un centre d'excellence de formation et d'information des Jeunes des OSC sur les masculinités positives au Mali et en Afrique pour lutter contre les ALPC. L'implication des leaders religieux dans le changement vers une dynamique paritaire entre sexes est indispensable : leur engagement en tant que « rôle modèle » est une partie essentielle pour promouvoir un changement de comportement pour l'ensemble de la communauté.

Bokoum Abdoul Moini

Formation et Retraite des cadres de Direction de l'APEJ 2021 : Le Ministre réaffirme le rôle incontournable de la structure

Le Ministre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle a procédé ce lundi 06 décembre 2021 au centre Koré de Ségou à l'ouverture d'un séminaire de formation à l'intention des cadres dirigeants de l'APEJ. Il avait à ses côtés, le Chef de Cabinet, le Gouverneur de la Région de Ségou, le Conseil Régional, le Directeur Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, les responsables des organisations professionnelles.

Ce séminaire est destiné aux Chefs de Département et assimilés, les Chefs de Services en Staff, les Coordonnateurs Régionaux et du District de Bamako, l'Agent Comptable, le Délégué du Contrôle Financier auprès de l'APEJ et les représentants du personnel.

Dans son mot de bienvenue, le Maire de Sébougou M. Modibo Traoré a remercié le Ministre Bakary Doumbia et l'APEJ pour le choix porté sur sa localité pour abriter cette importante activité de formation, de rapportage et de planification.

Dans l'exposé du contexte, le Directeur Général a indiqué que la session de formation destinée aux cadres dirigeants précédera l'atelier d'évaluation des activités de 2021 et de planification 2022. En effet, en février dernier, dans une démarche participative, la Direction de l'APEJ avait invité chacun à avoir une vision partagée de la mission de la structure commune, à en dégager les objectifs généraux, les objectifs spécifiques et les principaux indicateurs.

Parallèlement, les cadres ont travaillé sur l'amélioration de la planification, le renforcement de l'esprit d'équipe et du partenariat régional à travers notamment les nombreuses visites effectuées à Bamako et dans certaines régions dont Ségou, Mopti et Koulikoro.

La présente session et la retraite se tiennent à l'instar des années précédentes dans un contexte particulier marqué par la non restau-

ration de la Taxe Emploi Jeune suspendue depuis fin 2018 ; la persistance de l'urgence sanitaire, l'insécurité, l'arrivée à terme de la plupart des projets et programmes dont EJOM, le PROCEJ, la phase pilote de la digitalisation des EOJ, le PIC III, etc.

Nonobstant ce contexte, il faut se féliciter grâce à l'appui du Ministre, de l'organisation du programme du stage de formation professionnelle, l'organisation d'activités de formation en partenariat avec l'OIM à Kayes et Tombouctou, la mise en œuvre des activités de la 3^è édition de la Bourse de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la formation de 500 jeunes en entreprenariat, la réalisation de chantiers écoles dans le cadre du FIER, la relance de l'apprentissage, le recrutement d'un consultant chargé de l'évaluation du PEJ II et la formulation d'un nouveau PEJ, les perspectives de nouvelles activités dans le cadre du Programme MLI/022 et de la Coopération Suisse.

Au cours des travaux, il sera essentiellement question du renforcement des capacités des Chefs de Département et des Coordonnateurs régionaux et l'examen d'une part du projet de rapport d'activités 2021 et du projet de plan d'actions 2022. Il sera également question du projet de rapport d'exécution du budget 2021 et du projet de budget 2022 aux fins de les soumettre à l'appréciation des Administrateurs au cours de leur prochaine session. L'occasion sera également donnée aux uns et aux autres d'échanger sur la situation générale de l'APEJ avec un regard critique assorti de suggestions. Grâce au concours des uns et des autres l'APEJ a atteint des résultats encourageants dans ses objectifs spécifiques à savoir le renforcement de l'employabilité à travers le stage de qualification, l'apprentissage, les chantiers écoles HIMO.

Dans le cadre de la seconde composante du

PEJ, l'APEJ a contribué aux actions de développement de l'esprit d'entreprise, la formation en création d'entreprise et finalisation de plans d'affaires, l'éducation financière, la sensibilisation sur l'entrepreneuriat, la gestion d'entreprise et compétence de vie et les modules techniques. Parallèlement, il a été mis en œuvre le concept des visites d'entreprises afin de mieux appréhender les conditions de vie des entreprises promues par les jeunes, particulièrement les startups. Enfin de nombreux jeunes ont reçu des kits de financement, de refinancement ou de renforcement.

A ces résultats quantitatifs s'ajoutent l'amélioration du Service Contrôle Interne ; l'évaluation très satisfaisante des 7ème, 8ème 9ème et 10ème Programmes de Stage de Formation professionnelle, l'amélioration de la gestion financière et comptable, etc.

Pour ce qui concerne la planification de 2022, elle doit poursuivre la consolidation des résultats déjà atteints conformément à notre mission par les Autorités et le Conseil d'Administration, qui consiste à concourir à la création d'emplois pour les jeunes en milieu rural et urbain, notamment en facilitant l'accès au marché du travail et au crédit. Le Plan d'actions sera bâti autour de quatre objectifs majeurs: favoriser l'accès des jeunes à l'emploi, améliorer la gestion administrative de l'APEJ, améliorer les conditions de travail du personnel de l'APEJ et enfin rendre visibles les activités de l'APEJ.

Le Ministre Bakary Doumbia qui a insisté sur l'importance du rôle de l'APEJ dans le contexte actuel (sécurité, sécurité alimentaire et insertion) a souligné que le présent séminaire se tient au lendemain de la rentrée de la formation professionnelle 2021-2022 et de la tenue de la 31è session extraordinaire du Conseil d'Administration qui a acté une rallonge budgétaire au niveau de deux projets exécutés par l'APEJ, à savoir EJOM et le PAJERKO.

Mesdames, Messieurs,

Il s'est dit particulièrement honoré de procéder à l'ouverture du présent séminaire. En effet, de sa création en 2003 à aujourd'hui, l'APEJ a connu plusieurs réformes institutionnelles et structurelles. A cela s'ajoutent la diversification de ses interventions et le choix porté sur elle comme agence de mise en œuvre des volets de certains projets et programmes comme les interventions d'urgence au Nord à travers la méthode HIMO, le PROCEJ, les Espaces Orientation Jeunesse avec Swiss-Contact puis la Coopération Suisse, le PIC II et III, le FIER, le Projet Emploi Jeune pour la paix à Mopti, les Programmes de réinsertion de l'OIM, le PRESAN KL, l'ONG IMYETA, le Réseau de Micro-institutions de Croissance de Revenus, le Projet l'Emploi des Jeunes crée des Opportunités ici au Mali, le PAJERKO, etc.

Cette session de formation recherchera essentiellement à réexaminer les instruments juridiques et les outils de gestion de l'APEJ aux fins d'en évaluer les forces et les faiblesses. J'y prêterai une oreille attentive. Il sera également question des meilleures pratiques en matière de planification, de coordination et de management dans la mesure où en tant que cadres, nous vivons dans un environnement où nous avons tous la possibilité d'accomplir nos ambitions et même nos rêves si nous adoptons certains principes, ceux qu'appliquent les personnes et les organisations qui réussissent. Il ne s'agit donc pas d'inventer, il s'agit tout simplement d'observer et d'appliquer dans notre vie et nos pratiques, les comportements et attitudes qui ont permis à ces gens et à ses structures de réussir, parce que le succès est une science que n'importe qui peut apprendre et maîtriser : lettré ou non, intellectuel ou non. Aussi le développement institutionnel et la bonne gouvernance constituent un axe stratégique important du Programme d'actions du Gouvernement. A travers cet axe, il s'agit



d'améliorer la gestion, la transparence, lutter contre la corruption, promouvoir la coordination et la planification des politiques, assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat. Le principe de la bonne gestion décrit la volonté et la capacité des organes et institutions publics à accomplir leurs tâches régaliennes. L'amélioration de l'efficacité dans le cadre de la bonne gouvernance passe avant tout par le renforcement des capacités des acteurs à gérer correctement les ressources publiques. L'emploi des jeunes doit être cerné dans sa généralité et s'appuyer particulièrement sur les différentes politiques transversales et leurs déclinaisons stratégiques, notamment à travers : le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali, la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), la Politique Nationale de la Formation Professionnelle (PNFP), le Programme décennal de développement de la formation professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE), la loi sur la formation professionnelle, le Programme Emploi-Jeunes exécuté par l'APEJ et dont la 2è génération sera bientôt évalué, l'opérationnalisation de l'INIFORP, la création de l'ONEF.

CICOM APEJ



Assises sur les crimes économiques et financiers : La mère du rappeur King KJ et son complice condamnés à 5 ans de réclusion criminelle !

A la barre le mardi 30 novembre dernier, Maria Diarra, "la daronne" du rappeur King KJ et ses complices répondaient aux chefs d'accusation suivants : «Atteinte aux biens publics, délit de favoritisme et complicité d'atteinte aux biens publics ». A cet effet, dans sa délibération, la Cour a condamné Maria Diarra et son coaccusé Seyni Tambadou à 5 ans de réclusion criminelle et une amende de 5 millions de FCFA chacun. Le même sort a été infligé à Habib Samuel Keïta mais cette fois-ci avec sursis et une amende de 5 millions avec le remboursement collectif de la somme de 631.131.847 FCFA non justifiée. Aussi, avec leur absence au procès, les complices Kafounè Diamouténé et Maïmouna dite Yaye Tambadou ont pris la perpétuité. Néanmoins, Bourama Koné et Almoudou Coulibaly ont été acquittés

L'atteinte aux biens publics, délit de favoritisme et complicité d'atteinte aux biens publics sont des faits prévus et punis par les articles 24, 106 et 107 du Code pénal du Mali.

Des individus ont été accusés de ces délits portés à l'Institut pour l'Education Populaire du Mali (IEP). Une ONG créée en 1993, intervenant dans les domaines du développement et l'éducation au développement.

En effet, dans le cadre de ses activités, l'IEP a obtenu en 2012 du royaume des Pays-Bas, à travers son Ambassade au Mali, un financement à hauteur de 1.057.455.360 de FCFA en vue de la généralisation du curriculum de l'enseignement dans l'éducation fondamentale au Mali sur la période allant de 2012 à 2014, puis sur prorogation jusqu'en 2016.

Ainsi, à la signature du contrat, les deux parties convenaient de leurs droits et obligations réciproques, en contrepartie de la mise à disposition des fonds par les Pays-Bas. A cet effet, l'IEP devait les utiliser aux fins convenues, conformément à une procédure rigoureuse tout en produisant d'abord, des rapports narratifs et financiers annuels afin de permettre au bailleur d'assurer le suivi puis faire le rapport final et l'audit de fin d'activité pour s'assurer de la sincérité des différentes opérations de dépenses à travers l'examen des

pièces justificatives.

A l'échéance de la relation contractuelle, Maria Diarra, directrice de l'IEP s'est curieusement illustrée par un comportement qui inspirait le doute chez le bailleur de fonds. En effet, contrairement aux termes du contrat, l'IEP tardait à produire les pièces justificatives pour une partie du montant utilisé du fait, semble-t-il, de la maladie de sa directrice. Cette situation conduisait le Cabinet chargé de l'audit de fin d'activité, à émettre des réserves quant à la sincérité de la gestion faite par l'IEP des fonds mis à sa disposition par les Pays-Bas. C'est ainsi que l'Ambassade du pays indiqué au Mali a commis en juin 2017 un auditeur externe et étranger, notamment un cabinet béninois d'expertise comptable qui, dans son rapport final produit en Novembre 2017, a relevé moult irrégularités dont 20.000.000 FCFA

environ utilisés en violation totale des procédures et 610.438.003 engagés par l'IEP sans la moindre pièce justificative.

Dans la même foulée, cet audit a permis également de découvrir que pour la même activité financée par les Pays-Bas, notamment le programme « Suivi de la généralisation du curriculum de l'enseignement fondamental au Mali », l'IEP avait obtenu et utilisé un autre financement de la Fondation William et Flora Hewlett des Etats-Unis d'Amérique. Et au vu des conclusions troublantes de ce rapport d'audit, l'Ambassade des Pays-Bas au Mali a porté plainte devant le Parquet, contre la directrice de l'IEP en la personne de Maria Diarra et ses collaborateurs que sont Seyni Tambadou, Habib Samuel Keïta, Bourama Koné, Almoudou Coulibaly, Kafounè Diamouténé et Maïmouna dite Yaye Tambadou pour atteinte aux biens publics et délit de favoritisme.

En conséquence, leur procès a été programmé à l'assise spéciale sur les crimes économiques et financiers, à son audience du mardi 30 novembre dernier. Les incriminés ont tous répondu présents sauf Kafounè Diamouténé et Maïmouna dite Yaye Tambadou. Pour cela, après un débat houleux autour de l'affaire, la maman de King KJ (Maria Diarra) et son coaccusé Seyni Tambadou ont écopé de 5 ans de réclusion criminelle et une amende de 5 millions de FCFA chacun. Dans la même veine, le même sort a été infligé à Habib Samuel Keïta cependant avec sursis et une amende de 5 millions avec le remboursement collectif de la somme de 631.131.847 FCFA non justifiée. Jugés par contumace, Kafounè Diamouténé et Maïmouna dite Yaye Tambadou sont punies à la perpète. Et Bourama Koné et Almoudou Coulibaly acquittés.

Par Mariam Sissoko

Source : Le Sursaut



Autosuffisance alimentaire et développement : La solution par le coton malien ?

Avec une économie fortement dominée par l'agriculture, le Mali n'a d'autres choix que de renforcer son secteur agricole en améliorant encore davantage la production du coton.

Présents à la journée mondiale du coton, des chercheurs de l'IER ont conclu leur présentation sur la place du coton dans l'économie malienne, en disant ceci : « L'économie du Mali se mesure ainsi par la vitalité du coton. La filière coton est donc le tensiomètre de l'économie malienne ». Cela démontre l'importance de la culture du coton au Mali qui se classe dans les premiers rangs au plan continental.

Le Mali s'est toujours appuyé sur le secteur de l'agriculture pour assurer l'essor de son économie. Et la culture du coton y joue un rôle de premier plan. Cette culture du coton est en grande partie assurée par des exploitations agricoles familiales qui y associent l'élevage et les cultures vivrières. De ce fait, le coton

est une préoccupation majeure pour l'État malien, compte tenu du revenu qu'il procure aux différents acteurs de la filière. Cependant, l'absence d'industrie de transformation, qui oblige le Mali à exporter la matière brute, prive le pays d'une grande partie de la valeur ajoutée qu'il pourrait tirer de la filière. « La transformation de la matière génère des revenus bien plus conséquents que sa vente », soutiennent les chercheurs de l'IER dans leur présentation. Conscient de ce déficit, le gouvernement du Mali ambitionne de mettre en place une industrie de transformation locale pour qu'au moins 10 à 25% du coton produit soit transformé au Mali. Cela est d'autant plus nécessaire que la situation de la production cotonnière du Mali, dépend de la conjoncture

internationale. En effet, selon les analystes, le nombre d'exploitations varie en fonction de celle-ci et le prix du coton y dépend. Par conséquent, les paysans le prennent en compte dans leur décision de produire.

Si dur, si nécessaire !

La culture du coton n'est pas aisée au regard des nombreuses difficultés évoquées. En ce moment, la culture du coton demeure encore indispensable non seulement dans le processus de développement du monde rural, mais aussi pour le Mali tout entier car, dit-on, le secteur coton joue un rôle capital dans la politique de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Le Mali a décidé d'octroyer 15% de son budget national pour le développement du secteur de l'agriculture. Une volonté politique qui doit être accompagnée par des résultats probants sur le terrain.

Dans ce domaine, l'impact de la culture du coton sur le plan macro a été démontré par les experts qui y voient des résultats positifs. « Le coton est un produit d'exportation par excellence : la majorité de la production nationale est exportée et la filière fournit 22% des recettes d'exportation du pays » disent-ils. En





plus, le chiffre d'affaires du coton est estimé à 260 milliards de F CFA en moyenne, soit à peu près 20 % du budget national en 2011. Ce sont aussi 18 milliards de F CFA de recettes fiscales et douanières. « Nous pouvons admettre qu'avec un tel apport, si le coton s'écroule au Mali, c'est un coup fatal pour l'économie nationale », préviennent les experts.

En plus d'être source de revenus financiers pour l'Etat et ses partenaires, la filière cotonnière contribue largement, depuis de longues décennies, à la création d'emplois et à la croissance économique du pays. Plusieurs études de l'INSTAT, selon les experts, ont souligné que la production de coton permet à un grand nombre de foyers agricoles d'accéder à un revenu leur permettant de vivre dans des conditions acceptables. Elle leur procure les possibilités d'épargner et de financer certains projets lors des bonnes campagnes agricoles ; pour les producteurs, les ristournes et plus-values issues de la commercialisation du coton graine permettent d'accéder aux équipements agricoles, de financer la construction d'infrastructures socio-économiques de base (salles de classes, magasins de stockage des intrants, centres d'alphabétisation et centres de santé, les pistes). En plus de cela, les cul-

tures céréalières bénéficient des arrières effets du coton et principalement le maïs.

Le coton offre donc une opportunité pour accroître la productivité agricole et améliorer les revenus et le bien-être de plus de quatre millions de personnes au Mali. « Aujourd'hui, grâce au « système coton » le Mali sud est devenu le grenier du Mali à travers sa production céréalière (mil, sorgho maïs) de l'ordre de 1 659 300 tonnes en 2013/14 », assurent les chercheurs maliens qui expliquent que la filière coton exerce des effets d'entraînement très importants sur le reste de l'économie, car elle est étroitement imbriquée dans le fonctionnement de l'économie au niveau de la distribution et la circulation des revenus, mais aussi au niveau du système de financement national et des circuits financiers. Aussi, le traitement des produits dérivés de la graine de coton permet de produire de l'huile de coton et des tourteaux de coton destinés à l'alimentation du bétail. Et les dérivés issus de la production d'huile, qui sont de deux natures, sont d'une extrême importance pour les femmes des territoires abritant les usines de transformation de la graine dans la mesure où les pâtes blanches et noires issues du raffinage d'huile sont vendues aux femmes pour la fabrication du savon.

Les revenus générés par cette activité étaient estimés à plus de 15 milliards de FCFA, selon les chercheurs, qui expliquent que cela permet aux femmes exclues du circuit économique d'avoir des moyens de subvenir à la quasi-totalité de leurs besoins alimentaires, d'avoir un moyen d'épargner pour certaines à travers des tontines et autres petits commerces ; l'argent ainsi épargné sert à financer des petits commerces, à faire des investissements divers et à satisfaire d'autres besoins quotidiens des bénéficiaires (les dépenses de mariage, de baptême, de décès etc.).

La volonté politique de l'Etat malien de soutenir le développement du secteur de l'agriculture dans sa globalité incombe aux bénéficiaires un engagement et une gestion transparente des subventions accordées. Le choix des hommes à ce niveau pour diriger, conseiller, accompagner, s'avère être fondamental pour ne pas réduire à néant tous les efforts consentis. L'homme qu'il faut à la place qu'il faut doit être une réalité pour le développement du secteur de l'agriculture en général et celui du coton en particulier.

Rassemblés par El Hadj Tiémoko Traoré
Source : Le Pouce

2eme assemblée générale de l'alliance APL : De fortes recommandations attendues !



Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, porte-parole du gouvernement, Abdoulaye Maïga a présidé, le lundi 6 décembre 2021, l'ouverture des travaux de la 2ème Assemblée générale de l'Alliance des associations de pouvoirs locaux des pays du G5 Sahel.

Le président de l'Alliance des associations de pouvoirs locaux des pays du G5 Sahel, Siaka Dembélé dira que malgré un contexte sécuritaire et sanitaire particulièrement défavorable, leur organisation a pu initier et mettre en œuvre de nombreuses activités. Il a profité de l'occasion pour présenter quelques réalisations de l'organisation. Il s'agit entre autres de la Co-organisation avec Cités Unies France en Octobre 2019 à Poitiers, des Premières Assises Sahéliennes de la Coopération Décentralisée, qui a enregistré une forte présence et participation des membres de notre réseau, la signature d'un Protocole d'Accord avec le

Secrétariat Exécutif du G5 Sahel à Nouakchott en février 2020, qui fait de nous des parties prenantes dans le dispositif du G5 Sahel, la signature d'une convention de partenariat avec Cités Unies France, qui nous aura permis la mise en œuvre d'activités de formation et d'échanges d'expériences au Mali, au Niger, au Burkina Faso, la réalisation d'un Plan Stratégique et l'élaboration en cours de Stratégie institutionnel et efficace du projet régional.

« Nous allons travailler à mieux nous positionner pour être plus présents dans la mise en œuvre des agendas internationaux que sont les ODD, le changement climatique, les questions migratoires, les crises sanitaires, la prévention et la gestion sécuritaire et sanitaire. Car, faut-il le rappeler, notre espace fait partie des zones les plus fragiles au monde, parce que nous représentons un enjeu majeur, avec les énormes potentialités que nous représentons en termes de ressources naturelles. Nos

actions ne se limiteront pas à des rencontres de ce genre, mais porteront surtout sur le déploiement de projets de développement, l'accès des populations aux services sociaux de base et la gestion de populations déplacées. Dans les prochains mois, l'opérationnalisation de notre Plan Stratégique, fera de nous des acteurs de terrain, engagés auprès de nos populations, pour des actions efficaces et soutenues de coopération transfrontalière, l'élaboration et la mise en œuvre de projets et programmes sur le développement, la paix, la sécurité, notamment toutes les questions de la problématique de l'emploi des jeunes. Car, faut-il le rappeler, notre espace compte la population la plus jeune au monde, qui constitue autant d'atouts, de potentialités, que de défis, de danger. Nous allons, à travers des expériences croisées, une démarche d'identification de potentiels et d'avantages comparés de nos pays, assurer des actions liées à la for-

mation pratique, aux activités génératrices de revenus, aux questions d'accès aux énergies nouvelles, les couloirs de commerce transfrontaliers », a-t-il dit.

Le représentant de l'union européenne, dira que le processus de décentralisation n'est pas achevé, et demande donc des efforts de toutes les parties, et les partenaires techniques et financiers bien entendu, entendent jouer leur rôle dans cet appui à l'approfondissement de la responsabilisation des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des services sociaux de base, et du développement d'une manière générale. Par ailleurs, un des importants sujets abordés au cours de cette Assemblée est la question du rôle des collectivités territoriales dans la stabilisation au Sahel ou en matière de ce que nous appelons au Mali le « retour de l'État ». Cette interrogation est légitime est particulièrement pertinente dans le contexte où nous sommes. Dans un contexte sécuritaire en voie de dégradation, en effet, le rôle des Collectivités territoriales en matière de dialogue, de prévention et de résolution des conflits, est devenu essentiel. Chacun est bien conscient du fait que, dans les communautés où les représentants de l'Etat ont dû quitter leur poste, les maires sont restés, la plupart du temps, et pour certains au péril de leur vie. De par leur proximité et leur

légitimité locale, les élus sont désormais en première ligne dans les dialogues que les populations ont avec les différents groupes armés, et cette position est particulièrement difficile à tenir. Il semble que lorsque les collectivités de part et d'autre de la frontière collaborent - comme c'est le cas des Groupes Locaux de Coopération Transfrontalière (GLCT) de bons résultats peuvent être obtenus. « Je crois que la GIZ, ici présente, a soutenu ces processus. Permettez-moi de suggérer à cette assemblée de formuler un bilan et des recommandations en matière de coopération transfrontalière, qui me semblent de nature à apporter des perspectives nouvelles et encourageante pour répondre à la crise sécuritaire, mais aussi aux problématiques du développement (par exemple en ce qui concerne la filière pastorale). La sécurité doit aussi être traitée dans le cadre de la subsidiarité : au plus près des citoyens, et des communautés, donc des Collectivités Territoriales. Il nous semble très important en effet de ne pas perdre de vue que la stabilisation signifie le rétablissement d'un contrat social en péril dans les zones les plus fragiles du pays. Ce rétablissement du contrat social passe par les liens à retisser entre collectivités, forces de sécurité, population, et Etat. C'est dans cette triangulation que réside un espoir de reprendre pied, et le chemin du

développement », a-t-il précisé.

Le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, porte-parole du gouvernement, Abdoulaye Maïga s'est réjoui de la présence massive des premiers responsables des associations de pouvoirs locaux de notre espace sahel, liés par un destin commun des défis sécuritaires, de paix, de réconciliation, de développement, auxquels s'est malheureusement invité une crise sanitaire sans précédent. « Ces défis, sont tout aussi porteurs d'espoirs et de lendemains meilleurs pour nos populations, dont vous êtes les plus proches et pour lesquels vous sacrifiez tant d'énergie et au-delà, vos vies comme en témoigne les nombreuses victimes du terrorisme parmi vos collègues élus locaux. Cette fragilité que nous connaissons dans notre espace n'est une fatalité. Ce sont les contingences de l'histoire qui nous l'imposent. Je suis convaincu qu'unis nous saurons faire face avec l'appui et l'accompagnement de nos partenaires de la communauté internationale », a-t-il rassuré, avant de déclarer ouverts les travaux de la deuxième assemblée générale de l'alliance des associations de pouvoirs locaux des pays du G5 Sahel.

■ Ibrahim SANOGO



31^{eme} anniversaire de l'ADEMA ASSOCIATION : « Mali, la nation en question »



Après 31 ans de combat sans relâche pour la démocratie et l'épanouissement des maliens, l'Adema association mérite d'être célébrée. C'est pour cette raison que le samedi dernier, 4 décembre, à la Pyramide du souvenir une conférence - débat a été organisée par le bureau exécutif de l'association. « Mali, la nation en question » a justement été retenu comme thème de cette conférence débat. En plus des deux éminents conférenciers en occurrence Dr Bréhima Ely DICKO et le Pr Yanoussa KANTA, plusieurs autres personnalités avaient fait le déplacement. Dans ses propos introductifs, la présidente de l'ADEMA Association, SY Kadiatou SOW, a expliqué que cette conférence débat rentrerait dans le cadre de leur contribution à la réflexion sur les enjeux et défis majeurs auxquels notre pays est confronté.

Des défis qui interpellent tous les fils et filles du pays. ET madame la présidente d'ajouter que le choix du thème : « Le Mali, la nation en question », se justifie par le fait que les membres de l'association ADEMA ont une acception de la question.

Madame Sy Kadiatou Sow se demande si le peuple se reconnaît réellement dans le Mali actuel, fragile divisé et occupé. La sensation d'être abandonnée explique le fait pour chaque communauté de chercher désespérément à se protéger y compris parfois par des groupes non fréquentables compliquant ainsi la mission

des forces de l'ordre. C'est pourquoi, la présidente de ADEMA ASSOCIATION se pose un certain nombre de question : les attitudes de défiance, de méfiance voire de rejet des symboles de l'État seraient-elles imputables uniquement à la carence, au comportement déviant des représentants des pouvoirs publics ? Ou bien est-ce que c'est la nature même de notre État qui est en cause ? Cet État est-il capable de prendre en compte et de gérer efficacement nos diversités culturelles, ethniques considérées par ailleurs comme une richesse ? Ce sont là des interrogations majeures formulées par Mme SY Kadiatou SOW. Toujours pour elle, les multiples crises, les conflits de tout genre, (stigmatisation, amalgame, délit de faciès, injustice, exactions) font que bon nombre de nos compatriotes se sentent abandonné non seulement par les représentants de l'État, censés les protéger, mais aussi ils se sentent ignorés par leurs concitoyens.

Face à la situation que traverse notre pays, la présidente de l'Association Adema, un des précurseurs de la lutte pour l'instauration de la démocratie au Mali demande aux maliens de se réveiller et de faire en sorte que le Mali soit un État-Nation en construction ou une Nation malienne qui se cherche un État conforme à sa vision et à ses valeurs.

Le conférencier Bréhima Ely DICKO a pour sa part expliqué que pour reconstruire la nation

malienne il est important de la bâtir autour du pilier de la justice et du monopole légitime de la violence. Selon lui, lorsque le sentiment d'impunité règne, lorsqu'il y a la sous-traitance de la sécurité et que d'autres acteurs violents structurent le quotidien des personnes, il est très difficile de construire une Nation.

« L'État doit se ressaisir et prioriser ses propres intérêts et mettre en avant l'accès aux services sociaux de base : santé, éducation, sécurité... », a recommandé le Dr DICKO.

Pour la reconstruction du Mali, le conférencier a déclaré que les jeunes qui représentent 75% de la population doivent à la fois s'acquitter de leurs devoirs chacun en fonction de ses moyens, mais aussi se former et bien s'informer sur la géopolitique pour savoir les contraintes auxquelles le pays fait face.

Le Pr Yanoussa KANTA a mis l'accent sur les attributs spécifiques de la Nation. Il a déclaré qu'on ne pouvait pas faire un État Nation en allant prendre les conseils à l'étranger.

« L'État doit être indépendant au lieu de promouvoir l'intérêt étranger », a insisté le Pr KANTA.

Il a par ailleurs évoqué les exigences de souveraineté pour un État et les entraves à la construction d'un État Nation.

■ Moctar SOW

Après la rencontre du Président de la Transition avec la classe politique : Le cadre du refus se rebiffe encore !

Dans le cadre de l'organisation des Assises Nationales de la Refondation (ANR), le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a reçu, le lundi 29 novembre 2021, l'ensemble de la classe politique malienne dans la salle des Banquets de Koulouba. L'objectif de cette rencontre avec la classe politique était de chercher un compromis pour que les partis politiques et regroupements de partis politiques prennent part aux Assises Nationales de la Refondation pour qu'elles soient inclusives.

Les Assises Nationales de la Refondation devraient commencer le 22 novembre dernier, mais suite aux décisions de non-participation de certains partis politiques, les autorités de la Transition ont décidé de les reporter, et elles débutent finalement à partir de ce 11 décembre. En effet, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, ne souhaite pas que des Maliens soient en marge de ces Assises. Il est engagé à ce que les Maliens se rassemblent pour parler du Mali. Rassembler n'est pas facile, surtout s'il s'agit du Mali, pays dans lequel le spectre de la division fait rage. Il est important que toutes les couches de la société malienne, notamment les partis politiques auxquels la gestion du pays revient, participent à ces Assises. Et le Colonel Goïta

l'a compris et travaille dans ce cadre pour trouver une inclusivité absolue pour que certaines réformes politiques et institutionnelles puissent être adoptées. Et cette Transition a la ferme volonté de dégager les bases solides de la refondation pour que notre pays se relève et ne se retrouve plus dans cette même situation à l'avenir.

Lors de la rencontre avec la classe politique, le ministre de la Refondation, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, a déclaré que l'objectif de cette rencontre avec la classe politique est de trouver un consensus avec tout le monde pour la réussite de ces Assises. « L'union sacrée de tous les Maliens autour du Mali est important pour la réussite de ces Assises », a-t-il souligné.

Et de rappeler que ces Assises sont organisées pour le Mali « que nous devons léguer à notre descendance ».

Dans son discours, le ministre Maïga a également rappelé à la classe politique les raisons qui ont conduit notre pays à cette période transitoire, notamment la crise multidimensionnelle qui secouait le pays. Et il dira que des initiatives ont été prises par les précédents régimes afin d'éviter au Mali de sombrer, mais elles ont été jalonnées d'échecs. Pour lui, peu de choix reste donc aux Maliens, qui sont condamnés à se donner la main, pour trouver une solution d'ensemble aux crises qui secouent notre pays. Il s'est dit convaincu du rôle immense que pourrait jouer les partis politiques à travers leur large participation dans la pleine réussite de ces Assises.

Pour sa part, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a expliqué à ses hôtes les objectifs ainsi que le mode opératoire de ces Assises. A cet effet, il a saisi l'occasion pour les appeler à prendre part massivement à ce processus de Refondation, une participation qui sera la victoire de la démocratie. Et de les rassurer de sa disponibilité à les concerter permanemment sur les grandes questions de la vie de la nation à laquelle, il estimera que ces partis accordent une grande importance. Selon lui, c'est ensemble que nous devons corriger les failles de notre démocratie et œuvrer à la refondation du Mali. Le casting à revoir pour acquérir un plus large consensus. Après cette rencontre du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, et la classe politique, le Cadre des Partis et Regroupements



de Partis portiques pour une transition Réussie a fait un communiqué de presse. Communiqué dans lequel, ils disent avoir été informés à travers l'un des leurs, saisi par le Directeur du Protocole de la Présidence de la décision du Président de la Transition d'organiser une rencontre d'échanges avec les partis politiques. Que deux jours plus tard, ils ont découvert comme tous les autres maliens, sur les réseaux sociaux, un communiqué du Directeur du Protocole de la République, invitant les responsables des partis politiques à une séance d'échanges dans la Salle des Banquets à Koulouba, le lundi 29 novembre 2021. C'est donc, disent-ils, par ce qu'ils sont respectueux des Institutions de la République, qu'ils ont répondu massivement présents à l'invitation du Président de la Transition. Malheureusement, dit ce communiqué, ils sont au regret d'informer l'opinion nationale et internationale qu'en lieu et place d'échanges, ils ont assisté à une cérémonie au cours de laquelle le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, a lu une adresse aux responsables des partis politiques présents. Et d'ajouter que la parole n'a été donnée finalement à aucun responsable des partis politiques. Cependant dans ce communiqué, le Cadre d'échange des Partis et Regroupements de Partis politiques pour une Transition Réussie au Mali regrette cette mise en scène et maintient sa position de non-participation aux Assises Nationales de la Refondation.

Il faut dire les choses telles qu'elles sont, les partis de ce Cadre n'apprécient nullement la politique et la tête du Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga. C'est la seule raison qui explique leur non-participation à ces Assises.

Le Président de la Transition a certes raté cette fois-ci l'occasion de trouver des compromis autour de la participation aux Assises. Il devrait y avoir un échange fructueux entre lui et les responsables de ces partis. Néanmoins les partis autour du Cadre ont encore une fois trouvé un argument pour ne pas aller aux Assises.

Le Président de la Transition aura encore du pain sur la planche.

Adama Tounkara (stagiaire)
Source : Le Sursaut

Gouvernement : Dr-Col Abdoulaye Maïga a la parole !

Le Gouvernement a un nouveau Porte-parole. Il s'agit du Dr-Colonel Abdoulaye Maïga, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Il remplace désormais Me Harouna Touré. Ce choix porté sur le Colonel Maïga est unanimement apprécié. Et pour cause...



En effet, depuis sa nomination à la tête de l'Administration Territoriale, le Dr-col. Maïga multiplie des actes concrets dans le cadre de l'exécution du programme gouvernemental et des objectifs fixés par la transition.

Malgré son jeune âge, le nouveau porte-parole du Gouvernement a à son actif une riche expérience et un parcours qui forcent l'admiration. Ce qui lui a permis de prendre rapidement ses marques au sein d'un Département aussi sensible que l'Administration Territoriale. Militaire et fil d'un militaire, le Colonel Maïga est un Expert en Sécurité internationale et à la Défense, tout comme en Gestion des conflits et de bonne Gouvernance, en Droits de l'Homme et Droits humanitaires. Il est titulaire d'un Doctorat en Sécurité internationale et de Défense (2011), obtenu à l'Ecole Doctorale de Droit-Université Jean Moulin de Lyon, en France ; d'un Master 2 Professionnel en Droits de l'Homme et Droit international humanitaire (2008), Université d'Evry Val d'Essonne, Evry, France ; d'un Master 2 de recherches en Sciences politiques, option : Sécurité internationale et Défense (2007), Université Jean Moulin de Lyon, France ; d'un Master 2 spécialisé en Etudes stratégiques et politiques de

défense (2006) de l'Ecole des hautes études internationales, Paris.

Depuis 2016, cet homme de terrain, ancien Commandant du Groupement d'Intervention Mobile de la Gendarmerie (GIM) était un Officier chargé de programmes et analyste en charge du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la sécurité maritime à Abuja, Nigéria. C'est ainsi qu'en 2020, à l'âge de trente-neuf ans, le Dr Colonel Maïga est rappelé au pays pour occuper le poste de ministre de l'Administration chargé du retour à l'Ordre constitutionnel. Depuis, ses collaborateurs découvrent en l'homme son sens élevé de l'humilité et de la loyauté.

Rigoureux à la tâche, sa disponibilité et son désir ardent d'aller aux résultats sont les qualités qui ont permis au Président de la Transition, sur proposition du Premier Ministre, lui aussi satisfait de l'homme, de désigner le Dr Colonel à ce poste prééminent du gouvernement.

Il s'agit donc pour Monsieur Maïga, polyglotte, de donner un nouveau souffle à la voix de l'équipe gouvernementale.

Mémé Sanogo
Source: L'Aube

Coxeurs devant les boutiques : Dans l'univers des rabatteurs

On les accuse parfois de filouterie et de manque de loyauté. Pourtant, ils donnent de plus en plus la preuve de leur efficacité dans la conquête de la clientèle

Ils se font très souvent remarquer par leur verve. Ces rabatteurs, qui s'imposent de plus en plus dans tout, sont en train de faire de leur activité informelle une profession, régie par des règles non écrites. Certains d'entre eux travaillent avec les boutiques de vente des basins et apparaissent aux yeux de certains jeunes déscolarisés, voire des sans-emploi comme une alternative de débrouillardise, notamment dans la recherche de la pitance. Ceux qui officient dans le domaine estiment que leur activité est tout sauf une sinécure. Ils s'accordent à reconnaître quelques difficultés dans l'exercice de leur «métier» de rabatteur. Balla Coulibaly, la vingtaine, pratique aussi cette activité depuis 3 ans devant une boutique de vente de basins, sans souvent

compter son temps et son énergie. Il explique que c'est une profession très contraignante surtout pour l'étudiant qu'il est. Mais il joue le rôle d'intermédiaire dans certaines activités pour arriver à joindre les deux bouts parce que même avec la bourse, il n'est pas à l'abri du besoin.

Il laisse entrevoir dans ses explications que les coxeurs ne sont liés à leurs partenaires que par un consensus verbal. «Nous sommes payés à la tâche, c'est-à-dire en fonction du nombre de clients mobilisés par jour. Petit à petit, on arrive à asseoir la confiance entre nous et nos partenaires. C'est à partir de là que certains patrons mettent à la disposition des rabatteurs des engins à deux roues ou leur cèdent des pourcentages sur les achats de la

clientèle», relève le jeune rabatteur. Il explique aussi avoir été attiré dans cette activité par un ami qui la pratiquait avec un boutiquier.

Il se réserve le droit de multiplier son partenariat avec d'autres particuliers, d'autres grandes surfaces, mais surtout de décrocher à tout moment s'il le désire parce que n'étant pas lié avec eux par un quelconque contrat. Sur la cupidité de certains patrons, il met un bémol et explique n'avoir jamais eu maille à partir avec quelqu'un, depuis qu'il évolue dans cette activité.

Sans faire de procès d'intention à ses camarades, il explique simplement que cette activité exige d'avoir un entregent, mais aussi plus d'honnêteté et de faire preuve de plus de persévérance. Bref, il recommande d'être un vrai gentleman (gentilhomme en anglais).

Par ailleurs, il explique ne pas se plaindre, notwithstanding les difficultés. «J'arrive à subvenir à certains petits besoins avec le peu d'argent que je gagne dans cette activité. C'est parfois rentable parce qu'il m'est arrivé de recevoir 400.000 FCFA d'émoluments sur les achats des clients que j'ai pu convaincre de venir payer les basins». Mais il se veut on ne peut





plus clair. Il n'arrêtera ses études pour rien au monde et accorde la priorité à sa formation intellectuelle.

C'est pourquoi, il y travaille à mi-temps. C'est tout le contraire chez Demba Sylla qui s'est investi totalement dans cette activité informelle depuis plus d'une décennie. Il estime que c'est une alternative au chômage surtout pour quelqu'un comme lui qui n'a aucune qualification. Père de famille, il se voit contraint d'apporter gîte et couvert à son épouse et à sa progéniture (ses quatre enfants). Il confirme bien vivre de son activité, même si souvent il se trouve en butte à des difficultés. Il lui arrive d'empocher par certains jours entre 30.000 FCFA et 100.000 FCFA.

Sans faire dans la langue de bois, il affirme à qui veut l'entendre que certains patrons sont de mauvaise foi et refusent d'honorer leurs engagements financiers. Pour lui, l'essentiel est d'être en parfaite symbiose avec la clientèle qui n'hésitera pas une prochaine fois à recontacter par téléphone et en vue de s'épargner le déplacement.

Une fois la confiance instaurée, on peut leur livrer à domicile leurs commandes de basins. Et chaque fois que le client te sollicite pour des achats, tu perçois des émoluments. En

plus, certains patrons assurent aussi le transport. Il fait observer qu'il arrive aussi souvent que les propriétaires de boutiques organisent une tombola avec une moto comme récompense. Dans cette situation, on exige des coxeurs d'amener chacun au moins 10 clients par jour pendant un mois. Le premier à atteindre la barre fatidique des 100 clients enlèvera la moto.

D'autres types d'intermédiaires travaillent avec les commerçants qui vendent des basins. Eux, ils officient à l'intérieur de la boutique. Fousseyni Niangadou commerçant de son état en emploi. Ce boutiquier indique assurer le service depuis au moins 7 ans. Mais, c'est récemment qu'il a commencé à collaborer avec les coxeurs parce qu'il était très méfiant vis-à-vis de ces rabatteurs.

Son refus de collaborer avec eux reposait sur les rumeurs, notamment d'accusations de vol. J'ai employé un jeune de mon quartier qui a su se montrer très efficace et puis j'en ai engagé d'autres. Actuellement, je travaille avec 4 jeunes très dévoués.

Il souligne ne pas être gêné de constater qu'ils travaillent avec d'autres boutiques dans le même registre pour gagner encore plus parce que ce sont des chefs de famille avec beau-

coup de problèmes aussi. Il reconnaît en récolter, aujourd'hui, les dividendes de la collaboration parce que les clients se bousculent aux portillons de son magasin. Lui même confirme que les coxeurs peuvent amener chacun souvent 12 clients par jour. Il pense même qu'ils sont de plus en plus indispensables dans le milieu du commerce. Il explique payer personnellement 1.000 FCFA par jour et par coxeur juste pour leur transport. Sur chaque vente, ils ont 5%.

Alpha Bocoum déteste travailler avec les coxeurs. Ce commerçant de basins est même dirimant. Ils sont menteurs et voleurs, déclare-t-il. à le croire, certains boutiquiers vendent plus cher leurs articles pour pouvoir payer des émoluments aux rabatteurs. Il estime que cela est contre indiqué dans la religion, notamment l'islam. Il rappelle également l'appât du gain qui pousse certains d'entre eux à collaborer avec plusieurs boutiquiers, pourtant concurrents.

Assitan Sira Kabayoko
Source : L'ESSOR

Vladimir Poutine en Inde : Pour resserrer les liens et ménager les équilibres

Vladimir Poutine était absent au G20 et à la Cop 26, mais il est à New Delhi ce lundi 6 décembre. C'est son deuxième déplacement hors des frontières de la Russie depuis le début de la pandémie après sa rencontre avec Joe Biden à Genève en juin. Un déplacement rare, et pas simplement parce que les relations entre Moscou et New Delhi sont traditionnellement bonnes, mais aussi parce qu'elles ont bien besoin d'être réchauffées.



Vladimir Poutine est à New Delhi ce lundi, pour un mini sommet exceptionnel entre l'Inde et la Russie : il est accompagné de ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères, et devrait signer d'importants contrats d'armements entre autres celui concernant les missiles controversés S400. Un déplacement d'importance, car c'est seulement la deuxième fois que le président russe réalise un déplacement officiel en dehors de son pays depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Si la Russie et l'Inde sont des amies proches depuis des dizaines d'années, elles ont chacune des alliances qui inquiètent l'autre. Les liens entre la Russie et la Chine mais aussi très récemment avec le Pakistan - nouvelle donne afghane oblige - inquiètent à New Delhi. L'Inde, un bon client pour les Russes

La Russie, elle, voit d'un mauvais œil le pari américain de faire de son partenaire historique un pivot dans sa stratégie face à Pékin. La Russie est aussi irritée de voir l'Inde s'éman-

notamment en matière d'armement. Sur ce marché, la part de la Russie est descendue en dessous des 50%. Européens et Américains sont venus la concurrencer. Ainsi Washington a vendu à New Delhi des patrouilles maritimes et des drones.

Car la Russie est, depuis des décennies, le premier fournisseur d'armes pour l'Inde - près des 2/3 de ses achats d'armes étrangères de New Delhi viennent de Russie. Et cette visite devrait sceller deux importants contrats : le lancement de la production en Inde de 750 000 fusils automatiques Kalashnikovs AK203 grâce à un transfert de technologies, et surtout la vente des missiles de croisière perfectionnés S400, malgré la menace de sanctions des Etats-Unis.

L'Inde cherche à préserver une relation privilégiée avec la Russie, et notamment dans le domaine militaire. L'Inde a de toute façon le souci de mettre ses œufs dans différents paniers au plan militaire. C'est une des raisons pour lesquelles elle achète français, européen en général. Mais l'achat de fusées S400 russes

a manifesté le désir que l'Inde avait de garder ce lien privilégié.

Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au CERI Sc-Po

Moscou et New Delhi, chacun aura pourtant à cœur ce lundi de préserver la relation et de ménager les équilibres. Vladimir Poutine a promis à la Chine une visite pour les JO mais fait le geste de se rendre d'abord en Inde. Nul doute que Narendra Modi aura aussi des gestes d'amitié en retour.

Le thème des vaccins devrait notamment être abordé, alors que Moscou a signé des partenariats avec New Delhi pour la production de centaines de millions de doses de son sérum phare contre le coronavirus, le Sputnik V.

L'Inde est importante pour Vladimir Poutine parce que ça a toujours été un pilier de la politique étrangère russe mais aussi, indépendamment des questions économiques, pour les questions géopolitiques.

SOURCE : RFI

Forum de Dakar : « Des discussions sans tabou sur la paix et la sécurité en Afrique »

La 7e édition du Forum de Dakar s'est ouverte ce lundi matin pour deux jours d'échanges, en présence de plusieurs chefs d'État et de nombreux ministres et décideurs internationaux. Le Forum de Dakar est aujourd'hui un véritable espace de rencontre pour réaffirmer avec force la coalition démocratique et le poids de la diplomatie sénégalaise sur les questions de paix et de sécurité en Afrique. Le directeur de l'organisation du Forum, François-Charles Timmerman, revient sur l'événement.



RFI : Le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique réalise cette année sa 7e édition. Comment est née cette initiative et quel est l'objet de ce Forum ?

François-Charles Timmerman : François Hollande avait souhaité, lors du Sommet Afrique-France de 2013, que l'on crée un espace de dialogue et de réflexion autour des problématiques de paix et de sécurité en Afrique à destination des décideurs. L'objectif était de créer une agora de coopération internationale opérationnelle, un lieu de rencontre des acteurs du terrain, loin du format des sommets officiels. Nous ne voulions pas d'une rencontre où les conclusions sont rédigées avant la tenue des échanges ! Le modèle de forum s'est imposé et répondait à un vrai besoin. Le président du Sénégal, Macky Sall, s'est saisi de cette initiative. Il s'inscrivait alors dans une longue tradition diplomatique sénégalaise. Par exemple le Sénégal a été un des premiers à reconnaître l'État palestinien tout en ayant de très bonnes relations avec Israël, ou entretient de très bonnes relations avec les États-Unis, comme en témoigne la récente visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken, tout en ayant une ambassade en Corée du Nord. Plus récemment encore, preuve de son dynamisme diplomatique, Dakar a ac-

cueilli le sommet Afrique-Chine. Le président Macky Sall est l'héritier de la posture sénégalaise depuis l'indépendance du pays : être un pays ouvert à 360°, se positionner en Vienne de l'Afrique de l'Ouest, être la ville où toutes les parties peuvent venir discuter, échanger, débattre. Le Forum de Dakar, régi par les règles de Chatham House [confidentialité des informations échangées et non attribution des propos], permettra des discussions sans tabou, sur des problématiques capitales et sensibles telles que la paix et la sécurité en Afrique.

Comment ce Forum a-t-il évolué depuis sa première édition en 2014 ?

Nous pourrions dire que les premières éditions étaient plus « régionales », avec une forte présence des États d'Afrique de l'Ouest et de la zone sahélo-saharienne. Nous avons ainsi reçu les présidents Idriss Déby du Tchad ou Ibrahim Boubakar Keita (IBK) du Mali lors des premières années. Le Forum s'est ensuite ouvert aux « autres Afrique », c'est-à-dire à l'Afrique Centrale – le président Kagamé du Rwanda a assisté au Forum en 2018 –, puis à l'Afrique anglophone. Nous accueillons aujourd'hui l'Afrique lusophone, le président de Guinée-Bissau nous faisant le plaisir de participer cette année. Les chiffres parlent d'eux-

mêmes : nous n'avons jamais reçu autant de chefs d'État que cette année. Nous attendons cinq chefs d'État en provenance de tout le continent.

Qui participe au Forum cette année ?

Le monde entier est présent à Dakar ! Cette année, le Forum, sous le Haut Patronage du président Macky Sall, reçoit le président du Niger, Mohamed Bazoum, le président d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, et le président de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló.

Le Nigeria, le Mali, le Ghana, et aussi le Portugal, l'Espagne, la France et la Pologne participent aux débats via leurs ministres des Affaires étrangères. Parmi les pays européens, nous comptons également des représentants finlandais et slovènes, la Slovaquie assurant actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne. Le président du Conseil européen, Charles Michel, est présent, ainsi que plusieurs représentants des autorités européennes.

Les États-Unis de leur côté envoient pour la première fois trois sous secrétaires d'État, dont l'un est spécifiquement chargé de la lutte anti-narcotique. Sa présence illustre bien la préoccupation grandissante sur les liens existants entre les cartels latino-américains et le terrorisme africain, qui pourraient créer un nouveau front Sud en plus de l'autre jonction possible entre le terrorisme sahélo-saharien et Boko Haram.

Les experts et chercheurs sont aussi présents en nombre, qu'il s'agisse d'Anas el-Gomati, fondateur du Sadeq Institute, think tank libyen, ou encore Bakary Sembe, directeur du Timbuktu Institute, qui interviendront tous deux pendant les débats. Je ne peux malheureusement pas tous les citer et je m'en excuse d'avance !

Pour compléter, le monde des décideurs privés

et des industriels, acteurs de la stabilité à travers les infrastructures qu'ils construisent, les systèmes qu'ils déploient ou tout simplement les emplois qu'ils créent et le développement économique qu'ils permettent, est aussi représenté, car la solution pour sortir de la pauvreté, de la précarité et donc de l'attractivité du terrorisme, c'est aussi de créer de l'emploi. Enfin, nous attendons cette année de nombreux influenceurs et journalistes, notamment internationaux. Les débats seront par ailleurs relayés sur les réseaux sociaux du Forum, afin de permettre à chacun de pouvoir participer et se nourrir de ces échanges et débats.

Le Forum mélange donc des politiques de haut niveau (chefs d'États, ministres des Affaires Étrangères et de la Défense), des administrations, des chefs d'État-major des armées ou des responsables de services de renseignement, des gendarmes, des décideurs opérationnels, des journalistes, des think tankers, et plus de 300 chercheurs, penseurs, qui travaillent pour des centres de recherches européens, africains, japonais, américain ou du monde arabe. Encore une fois, le monde entier, dans sa grande diversité, est présent à Dakar cette année !

Y aura-t-il une déclaration demain à l'issue du Forum ?

Une déclaration officielle prend du temps à structurer, à organiser, à construire ! Nous voulons que le Forum reste un moment d'échange sur de vraies problématiques, où chacun est libre de partager son opinion, qu'il soit décideur politique, représentant du monde industriel ou membre d'un centre de recherche. Le fait de ne pas chercher à obtenir une conclusion officielle permet de se dégager du consensus mou : le Forum doit servir à préparer les vrais sommets. C'est l'endroit où l'on peut libérer la parole, où l'on peut vraiment écouter le témoignage d'un opérationnel qui en dehors de cet espace n'aurait même pas pu rentrer dans la salle d'une réunion de chefs d'État. Nous cherchons la confrontation avec des acteurs du terrain : est-ce qu'un chercheur libyen aurait sa place dans un Sommet de chefs d'État africains ? Le Forum est un des rares endroits où l'on peut avoir cet échange sans être contraint par une décision officielle finale.

Le Forum de Dakar a pris pour thème général cette année : les enjeux de stabilité et d'émer-



gence en Afrique dans un monde post Covid. Pourquoi avoir retenu ce thème et quelles sont les attentes de l'Afrique dans ce domaine ?

Le Forum était traditionnellement axé sur les sujets sécurité-défense et cela demeure dans son ADN. Mais, à la veille de la présidence sénégalaise de l'Union Africaine, il est primordial d'envisager la sécurité et la stabilité de la zone comme un tout. Les enjeux de paix et de sécurité sont indéniablement liés à la capacité de rebond de l'Afrique. Si l'Afrique sombre dans une situation économique dramatique, s'il y a désespoir des populations, nous ne pourrions pas apporter de solutions durables aux problématiques de paix de sécurité.

Le Covid a fortement impacté l'Afrique alors que son économie débutait sa numérisation et l'économie digitale n'a pas pu prendre le relais. L'Afrique s'est retrouvée isolée, avec certaines zones dans l'incapacité de continuer à fonctionner en mode dégradé : quand un aéroport ferme, c'est l'ensemble du bassin qui se retrouve à l'arrêt. Les exportations de matières premières deviennent impossibles et les importations de produits transformés sont au point mort. Il aurait été totalement incohérent de continuer à parler de paix et de sécurité, sans prendre en compte le contexte sanitaire. Voilà pourquoi en amont de sa présidence de l'Union Africaine, le président Macky Sall a voulu s'intéresser aux causes et aux conséquences du Covid.

Quelles sont les grands enjeux de ce forum ?

Le Forum est organisé en deux plénières et en six ateliers qui nous permettront d'aborder durant deux jours tout un ensemble de dimensions complémentaires : le défi sanitaire, les enjeux du changement climatique, la cybersé-

curité et la lutte contre la désinformation ou encore le contrôle et la maîtrise des espaces maritimes.

On y parlera ainsi de coopération entre acteurs dans le domaine de la lutte contre la pandémie, de reprise de l'économie et de l'évolution vers une économie plus résiliente. On s'intéressera bien sûr aux questions plus traditionnelles de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

Le Forum replace aussi le ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur agissant pour le compte du président sénégalais, au centre de l'échiquier diplomatique africain. Les défis qui se dresseront face au Sénégal lors de sa présidence de l'Union Africaine seront de taille et le pays est prêt à les relever.

La mobilisation est forte pour ce Forum 2021 : nous passons à une approche multilatérale du soutien au Sénégal et à l'Afrique de l'Ouest. Les Européens, les Américains, les Japonais – les démocraties – sont venues en nombre et à haut niveau, et illustrent ainsi leur soutien au continent africain. Cette coalition démocratique se présente comme une alliée de l'Afrique, avec un projet propre. C'est particulièrement marquant après le récent sommet Afrique-Chine qui s'est tenu juste avant le Forum.

En conclusion, je voudrais insister sur le retour de la grande diplomatie sénégalaise sur la scène internationale, qui portera la voix de l'Afrique de demain. Le Forum de Dakar est le symbole de cette Afrique jeune et dynamique, meurtrie par la récente crise sanitaire, mais qui surprendra le monde par sa très grande résilience.

Source : RFI



Ligue 1 : Seko Fofana, un Éléphant qui monte énormément

La prestation de Seko Fofana face au PSG (1-1) samedi 4 décembre a confirmé la nouvelle dimension prise par l'international ivoirien du RC Lens. Le milieu de terrain est actuellement sans conteste parmi les meilleurs joueurs de la Ligue 1.

Douze ballons récupérés, 90% de passes réussies, 67% de dribbles réussis et 3 tirs dont deux cadrés. Les chiffres ne disent pas tout, ils évoquent juste l'essentiel. Dans le cas de Séko Fofana, les statistiques oublient de décrire les chevauchées fantastiques du Lensois, les incessants allers-retours d'un camp à l'autre et surtout l'emprise sur le jeu des Sang et Or.

L'international ivoirien confirme sa belle saison de l'année dernière en étant actuellement l'un des meilleurs – si ce n'est le meilleur – joueurs du championnat de France. Face au PSG samedi, Fofana a étalé la panoplie du parfait milieu de terrain ; celui qui ratisse, récupère, amorce les attaques et conclut parfois les actions. Buteur contre les Parisiens de Leo Messi et Kylian Mbappé, le natif de Paris est

déjà à cinq réalisations depuis le début de la saison. C'est peu de dire que la 5e place de Lens au classement de la Ligue 1 doit beaucoup à l'ancien joueur de Manchester City. L'entraîneur des Sang et Or, Franck Haise, lui, ne tarit pas d'éloges envers son international ivoirien. « C'est quelqu'un d'intuitif. (...) Il connaît bien le club, nos principes de jeu (...) Il s'est bonifié sur des aspects défensifs. Il a toujours fait passer le collectif de façon prioritaire, et c'est pour ça que je l'ai nommé vice-capitaine en début de saison. Cela lui a donné encore plus de confiance peut-être et aussi des responsabilités qu'il avait envie de prendre. C'est le moment pour lui de continuer son évolution. Il peut par exemple augmenter sa variété de dernière ou d'avant-dernière passe.»

Absent pour la CAN ?

Épanoui à Lens, Seko Fofana ne devrait pourtant pas rester trop longtemps dans le club du Nord de la France, tellement sa cote de ne cesse de monter. Le milieu de terrain, qui n'avait pas su faire son trou à Manchester City, rêve toujours plus grand au point de vouloir désormais se concentrer sur son club et mettre entre parenthèses la sélection ivoirienne. En 2017, celui qui a grandi dans le 20e arrondissement de Paris avait décidé porter le maillot des Éléphants après avoir évolué en équipe de France des moins 16 ans jusqu'au moins de 19 ans. Aujourd'hui, quatre ans son premier match, et six pauvres sélections, celui qui admire Yaya Touré ne donne pas la priorité à la Côte d'Ivoire. « Il (Fofana) était dans ma liste mais je me suis entretenu avec lui et son choix est de ne pas venir en sélection, expliquait début octobre Patrice Beaumelle, le sélectionneur des Éléphants. Il n'y a pas de problème entre nous mais, aujourd'hui, il donne la priorité à son club et c'est son choix». Il est donc peu probable de voir le colosse lensois à la prochaine Coupe d'Afrique avec la Côte d'Ivoire. Une absence qui ravit d'avance le RC Lens et les suiveurs de la Ligue 1.

Source : RFI



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez un grand besoin de vacances, cela se ressent dans votre travail ! Vous êtes moins réactif, plus irritable. Vous enchaînez les réprimandes de la part de vos supérieurs, rien ne va plus ! Vous avez de plus en plus de mal à vous ressaisir.

Ne jouez pas avec le feu, financièrement vous manquez encore un peu de stabilité. Attendre que votre situation se soit consolidée est raisonnable, ensuite vous pourrez vous faire plaisir. C'est une journée favorable pour vos finances.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez trouver une nouvelle activité suite à l'appui d'un collaborateur. Votre réseau est précieux et un tournant important se présente dans votre carrière. Il peut nécessiter une formation. De la positivité fait son retour dans cette journée.

Les astres vous rendent dépensier et vous ne pouvez pas empêcher la série de dépenses actuelles. Heureusement le hasard vous donne un coup de pouce pour économiser. Des amis ou des proches peuvent vous offrir des affaires pour éviter des frais inutiles.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos projets sont bien ficelés. Vous saurez les mettre en valeur et en faire une présentation flatteuse. L'inconnu ne vous fait plus peur. Vous vous sentez prêt à relever tous les défis et à les remporter ! À croire que vous avez mangé du lion !

Si vous aviez des problèmes avec votre banque, les choses s'arrangeront. Mercure et Jupiter vous donneront les ficelles pour ne plus connaître le même genre de problème. Vos comptes ne sont pas en danger, mais continuez à vous montrer rigoureux.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un tournant professionnel mobilise beaucoup de temps et de faire des concessions. Vous amorcez un nouveau poste et l'univers change. Vous devez vivre une sorte de baptême du feu avec des personnes avec des égos importants et vous devez vous imposer parmi eux.

Puisque vous démarrez un nouveau poste, la prudence suit automatiquement. Vous ne dépensez pas ou peu pour les loisirs et privilégiez les paiements de factures ou les achats utiles pour le lieu d'habitation. Un peu de patience pour retrouver la sérénité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance est tendue, vous êtes contrarié. Vos ambitions sont freinées, vos projets sont retardés. Impatient dans l'âme, vous cherchez une solution pour atteindre vos objectifs. Mars pousse un petit coup de gueule et vous invite à revoir vos priorités.

On a l'impression qu'avec votre argent vous faites des tours de magie ! Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! Vous abordez les problèmes au cas par cas, aujourd'hui la chance vous sourit, vous avez la possibilité d'étoffer vos revenus.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez envie d'évoluer dans un service où vous trouveriez une meilleure place et plus de reconnaissance. Du mécontentement vous anime et des recherches vers un nouveau poste démarrent. Il faut compter sur de la patience pour atteindre votre objectif.

Vous faites attention à vos dépenses, car récemment, elles ont été fortes et vous devez freiner ces pulsions d'achats. Il est conseillé de vous limiter aux achats indispensables. La prudence est toujours de mise en cette journée.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos projets prennent forme, vous recevez une aide inattendue. Vous possédez un excellent sens de l'analyse et trouverez facilement les solutions aux problèmes qui pourront se poser. L'ingéniosité est votre seconde nature !

Sous l'effet du trigone Jupiter/Mercure, vous équilibrerez parfaitement votre budget. Vous maîtrisez vos rentrées et vos dépenses. Vous saurez faire face aux frais inattendus si jamais ils se présentaient. Vous éviterez les dépenses superflues.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Un proche collaborateur vous vole la vedette, il s'approprie l'un de vos derniers projets, il se fait passer pour l'auteur de vos récentes recherches. Vous êtes anéanti par la situation. Floué et incompris vous cherchez de l'aide auprès de vos proches.

Pour pouvoir réaliser vos projets, vous ressentez un grand besoin d'indépendance financière, mais si à la maison vous n'êtes pas le seul décisionnaire cela risque d'être un peu plus compliqué que ça. Soyez patient, inutile de vous précipiter.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous désirez changer de façon de travailler. La routine vous mine et des recherches peuvent s'amorcer lentement. La motivation pour rechercher un nouveau poste reste grande. Le secteur commercial peut vous attirer, car vous cherchez à relever des défis.

Les achats peuvent concerner votre véhicule. Des accessoires pour celui-ci ou pour votre habitation sont possibles. Le climat n'est pas aux économies, mais à divers frais obligatoires comme superflus. Vous pouvez craquer sur le coup de l'impulsivité.



Poisson (19 février - 21 mars)

Doué pour anticiper les problèmes et trouver une solution, rien ne vous arrêtera. Vous réfléchirez plus rapidement qu'à votre habitude, tout vous semblera plus clair. Par ailleurs, votre cote de sympathie est en hausse et vous donne accès à des soutiens inattendus.

Vos finances devraient s'épanouir. Sous une telle configuration astrale, l'argent arrive de manière assez conséquente. Augmentation, retour sur investissement, trop perçu, bref, une bonne nouvelle de ce côté-là, ça ne se refuse pas !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23